

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 21/01/2019

N° : 2019/115

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/104

 **Décisions**

Page 105/292

ARRÊTÉS

Arrêté n° 18/357/CM

Désignation du représentant de la Présidente au sein de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Rural et de la Pêche Maritime
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-644 du 9 juin 2015 relatif aux Commissions Départementales de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
- L'arrêté préfectoral du 2 décembre 2015 relatif à la création, la composition et le fonctionnement de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers des Bouches-du-Rhône,
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 003-4258/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Henri Pons en qualité de 19^{ème} vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 003-4258/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Christian Burle en tant que 18^{ème} vice-président de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de procéder à la désignation du représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers des Bouches du Rhône.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers des Bouches du Rhône :

- Titulaire : Monsieur Henri Pons
- Suppléant : Monsieur Christian Burle

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/365/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 26A
situé dans la ZAC de la Plateforme - Clésud - sur la commune de Miramas.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- L'arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique d'ouvrage du 13 mars 1997 ;
- L'arrêté préfectoral de création de la Zone d'Activité Concerté de la Plateforme - Clésud - du 24 avril 1997 ;
- L'arrêté préfectoral autorisant l'opération au titre de la Loi sur l'Eau du 8 avril 1998 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Plateforme - Clésud - du 22 juin 1998 ;
- L'arrêté Préfectoral du 21 juillet 2016 pris en application des articles L. 5211-26, L. 5211-41 et L. 5215-21 visant la substitution de plein droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au SME en totalité dans son périmètre ;
- La Convention Publique d'Aménagement approuvée par délibération du 18 avril 2002 du SME Euro-Alpilles conclue entre le SME Euro-Alpilles et l'Epad ;
- La délibération n° 489/04 du Comité Syndical du SAN du 24 septembre 2004 approuvant une première modification simplifiée de la Zone d'Activité Concerté ;
- La délibération n° 242/12 du Comité Syndical du SAN du 21 juin 2012 approuvant la deuxième modification simplifiée de la Zone d'Activité Concerté ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Janvier 2019

- La délibération n° 121/2013 du Conseil Municipal du 26 juin 2013 approuvant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols de Miramas valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme, intégrant de fait les dispositions d'urbanisme de la Zone d'Activité Concertée de la Plateforme - Clésud - dans le PLU de Miramas ;
- La délibération n° 121/13 du Conseil Municipal du 26 juin 2013 approuvant la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas ;
- La délibération n° 137/17 du Conseil Municipal du 5 juillet 2017 approuvant la révision n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas ;
- La délibération n° URB 041-2853/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 approuvant la modification du Programme des Equipements Publics de la ZAC de la Plateforme - Clésud - sur les communes de Miramas et Grans ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/246/CM du 16 octobre 2018 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC de la Plateforme - Clésud - a pour vocation essentielle d'accueillir des activités de logistique ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 26A, situé dans la ZAC de la Plateforme - Clésud - sur la commune de Miramas.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 03 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Janvier 2019



**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE**

**ZAC DE LA PLATEFORME
CLESUD
COMMUNE DE MIRAMAS**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**

LOT 26 A

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - DOCUMENT GRAPHIQUE

VI - CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PREAMBULE

A l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille –Provence, il avait été décidé de réaliser une plate-forme logistique multimodale associée à un chantier de transbordement pour le transport combiné rail-route, sur les communes de Grans et Miramas. Pour mener à bien cette opération, un Syndicat Mixte d'Equipement (SME) associant le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du Nord-Ouest de l'Etang de Berre, le Conseil Général des Bouches du Rhône, la Commune de Grans et la CCI Marseille Provence avait été créé.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 13 mars 1997.

Le dossier de création de la ZAC de la Plate-forme sur les Communes de Grans et Miramas a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 24 avril 1997.

Le dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 22 juin 1998.

Une première modification simplifiée de la ZAC a été approuvée par délibération n°489/04 du SAN en date du 24 septembre 2004.

Aux termes d'une Convention Publique d'Aménagement du 18 avril 2002 le SME a confié la poursuite de la réalisation de la ZAC à l'épad.

Une deuxième modification simplifiée de la ZAC de la Plate-forme a été approuvée par délibération n°242/12 du SAN en date du 21 juin 2012.

Par délibération N° 225/13 en date du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a donné un avis favorable sur la révision générale du Plan d'Occupation des Sols de Miramas.

Par délibération N°121/2013 en date du 26 juin 2013, la ville de Miramas a approuvé la révision générale du POS de Miramas valant élaboration du PLU, intégrant de fait les dispositions d'urbanisme de la ZAC de la Plateforme dans le Plan Local d'Urbanisme de Miramas (zone UE, secteur UEb1).

La Métropole Aix-Marseille-Provence est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Elle exerce depuis lors les compétences exercées antérieurement par le SAN Ouest Provence, notamment en matière de ZAC, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 pris en application des articles L 5211-26, L5211-41 et L5215-21 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence était substituée de plein droit au SME en totalité dans son périmètre. Le Préfet a mis fin à l'exercice des compétences du SME à compter du 31 Aout 2016 et l'ensemble des biens, droits, et obligations du SME transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération N°205/2016 du 23 novembre 2016 du Conseil Municipal, la ville de Miramas a approuvé la modification simplifiée n°1 du PLU.

Par délibération n°URB 015-1685/17/BM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 un avenant à la Convention Publique d'Aménagement afin de prolonger de cinq ans le délai d'exécution de la Convention ce qui porte à 20 ans sa durée totale.

Par délibération n°137/2017 du 05 juillet 2017, la ville de MIRAMAS a approuvé la révision générale n°2 du PLU.

Par délibération N°URB 041-2853/17/CM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la modification du Programme des Equipements Publics de la ZAC de la Plateforme.

Le présent Cahier des Charges est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme, détermine les droits et obligations entre les différentes parties concernées lors de la cession de terrain dans le cadre de l'opération de la ZAC de la Plateforme, à savoir :

ENTRE

L'épad ouest provence en qualité d'aménageur de la ZAC,

ET

L'ACQUEREUR c'est-à-dire toute personne physique ou morale faisant l'acquisition d'un terrain situé dans le périmètre de la ZAC de la Plateforme.

Les prescriptions du présent cahier des charges et de ses annexes seront intégrées intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif ou des constructions qu'il s'agisse d'une première cession ou location, soit des cessions ou de locations successives par reproduction du texte complet, ou dans les baux qu'il pourrait consentir, tant en ce qui concerne les terrains cédés et/ou loués qu'en ce qui concerne les constructions édifiées sur lesdits terrains.

Mention expresse sera en outre portée aux actes de cession ou de location que le nouvel acquéreur, locataire, sous-locataire devra avoir préalablement pris connaissance des droits et des obligations résultant du présent cahier des charges de cession de terrain et qu'il s'engage à en respecter les termes.

En outre, l'acquéreur ou tout nouvel acquéreur, locataire, sous locataire qui entend modifier les termes du cahier des charges de cession de terrain et notamment modifier l'affectation, la consistance du terrain, devra solliciter une convention de mise en œuvre ou d'association conformément à l'article L 311-5 du Code de l'Urbanisme auprès de l'aménageur.

Elle pourra préciser, actualiser, restreindre les dispositions prévues au cahier des charges initial.

Elle constatera l'adhésion de l'acquéreur, locataire, sous locataire d'un terrain dans le périmètre de la ZAC.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par l'épad Ouest Provence, à la SCI CLESUD représentée par Monsieur Jacky PERRENOT, au capital de 200.000,00 €, dont le siège est à SAINT DONAT (26260), Route de Romans, identifiée au SIREN sous le n° 794 091 892 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS/ISERE.

Ayant tout pouvoir à l'effet des présentes, tant en vertu desdites décisions, que des statuts de la Société, que de la loi désignée "l'acquéreur".

2) Désignation des terrains

Sur la commune de MIRAMAS.

La parcelle figurant au cadastre sous la section AE n°65 d'une contenance de 60a53ca ainsi qu'il résulte d'un document d'arpentage établi le 14 mai 2018 par la Société BILICKI-DHOMBRES-OSMO-FUZERE-PELORCE, Géomètre Expert à Marseille (13016) 1 rue Albert Cohen.

Un plan de vente demeurera annexé aux présentes.

Cette parcelle formant le lot n°26A est située en secteur UEb1 au PLU de la commune de MIRAMAS.

3) Conditions de Cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU de Miramas et aux prescriptions techniques, urbanistiques, architecturales et paysagères énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

4) Utilisation des terrains

Le terrain, objet des présentes, est mitoyen du lot 18, déjà propriété de la SCI CLESUD, acquis aux termes d'un acte du 15 décembre 2015.

L'acquisition du lot 26A est cédée avec une surface de plancher maximale de 2 500 m².

Ce terrain a pour vocation la création d'une aire de stationnement.

La construction d'un bâtiment est envisageable après accord de l'aménageur.

La surface de plancher autorisée sur ce lot pourra, par convention de mise en œuvre à établir avec l'aménageur, être transférée sur le lot 18.

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EPAD OUEST PROVENCE ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de l'épad ouest provence*

L'épad ouest provence s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Présenter son projet à l'épad ouest provence avant le 30/10/2018 :
le dossier a été présenté à l'aménageur le 12 octobre 2018.
- 2.2. Avoir déposé au plus tard sa demande d'autorisation d'urbanisme dans les 2 mois suivant l'approbation du présent Cahier des Charges de Cession de Terrain.
- 2.3. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 3 mois à compter de la signature de l'acte authentique et après obtention de l'autorisation d'urbanisme.
- 2.4. Transmettre à l'épad ouest provence ou toute personne morale qui s'y substituerait, une copie de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) et ce au plus tard 3 semaines après le début effectif des travaux.
- 2.5. Avoir terminé les travaux, déclaré leur achèvement et leur conformité, et obtenu un certificat de non opposition à cette déclaration, dans un délai maximum 6 mois à compter de la date de début des travaux. Une copie de la déclaration attestant l'achèvement des travaux (DAACT) devra être transmise à l'épad ou toute personne morale qui s'y substituerait, dans ce délai.

L'acquéreur a la possibilité de réaliser son programme par tranches. Il devra en informer l'aménageur avant la fin du délai indiqué au 2.2 et identifier clairement ce phasage dans son dossier de demande de permis de construire. Le délai mentionné au 2.5 concerne la durée totale de réalisation de l'ensemble des tranches de travaux, dans leur intégralité.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

Les recours contentieux sur les autorisations de construire constituent un cas de force majeure.

4) Sanctions à l'égard de l'acquéreur

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, l'épad Ouest Provence, pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit demander la résolution de la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, l'épad Ouest Provence, le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1, 2.2 et 2.3, ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.5.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, l'épad Ouest Provence, pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^{ème} du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, l'épad Ouest Provence, pourra demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La résolution de la vente pourra être demandée par décision de l'épad Ouest Provence notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

Enfin, la cession pourra être résolue de plein droit à la demande de l'acquéreur en cas d'empêchement d'exécution de ses obligations dans les délais contractuels, consécutif à un recours sur les autorisations d'urbanisme.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, ou, le cas échéant, à la partie du prix payée, déduction faite du montant du préjudice subi par l'épad Ouest Provence, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 10 % du prix de cession HT, indexation comprise.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que

cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins-value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus-value ou moins-value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'épad Ouest Provence étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de l'épad Ouest Provence.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) *Mise à disposition des terrains*

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de l'épad , concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) *Vente - Location - Partage des terrains cédés ou loués*

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé l'épad Ouest Provence

Toute division des terrains cédés par l'aménageur est interdite, même après réalisation des travaux prévus sans l'accord exprès de l'épad Ouest Provence

En cas de non-respect des obligations relatives à la vente, la location ou la division, l'épad peut exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession est calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par l'épad Ouest Provence, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, l'épad Ouest Provence, pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

En cas de cessions successives, les acquéreurs successifs sont tenus par les dispositions du présent article.

7) Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de l'épad Ouest Provence, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé l'épad Ouest Provence, au moins deux mois à l'avance.

L'épad Ouest Provence, pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

9) Association syndicale

L'aménageur a constitué une Association Syndicale Libre des propriétaires, qui a pour objet notamment de participer à l'animation et la promotion de la zone ainsi qu'à la gestion des espaces collectifs du centre de vie.

Chaque acquéreur, de par la signature de son acte d'acquisition, sera membre de droit de ladite association.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES

1) Dispositions générales

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PLU de Miramas ainsi qu'au présent Cahier des Charges de Cession de Terrain élaboré en liaison étroite avec l'Aménageur afin d'aboutir à un projet de qualité visant à bien s'insérer dans le cadre général de Zone d'Activités. Les articles ci-dessous définissent les obligations architecturales, techniques, urbanistiques, paysagères et environnementales applicables au lot 26A.

L'acquéreur fera son affaire du levé topographique détaillé du terrain concerné à fournir dans le cadre de la demande de permis de construire, en fonction des nécessités du terrain et du projet de construction.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions ci-après.

Par ailleurs, l'acquéreur s'engage à respecter les dispositions du Plan Local d'Urbanisme dans l'ensemble de ses documents constitutifs et toutes les modifications qui seraient apportées à celui-ci après enquête publique et approbation.

En aucun cas, la responsabilité de l'épad ne pourra être engagée en raison de ces dispositions ou des modifications que l'administration apporterait à ces dernières, qu'elle que soit leur date.

Le terrain sera cédé à l'acquéreur en l'état et les informations topographiques et autres mentionnées sur le plan de vente seront à prendre en compte par l'acquéreur dans la conception de son projet et lors de la prise de possession du terrain.

Les frais de raccordements en eau, électricité et téléphone seront à la charge de l'Acquéreur et à contracter auprès des concessionnaires concernés, l'aménageur se chargeant de réaliser les différents réseaux jusqu'en limite du terrain.

2) Aspect architectural, urbanistique, paysager et environnemental

2.1. Unité architecturale, urbanistique, paysagère et environnementale

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

La parcelle devra être plantée sur au moins 15% de sa surface globale.

Ces données sont indiquées afin d'assurer :

- l'implantation durable des espaces verts,
- l'adéquation des plantes avec les lieux, les usages de l'activité et le climat,
- la réduction maximale des coûts et contraintes d'entretien,

- la réduction maximale des apports en eau,
- l'intégration optimale du bâti dans son environnement immédiat et lointain,
- la création de co-visibilités qualitatives faisant l'objet d'une véritable vitrine pour l'entreprise et la commune depuis les axes viaires et voies douces aux alentours.

Les aires extérieures de stockage et de présentation de matériels devront respecter un recul minimum de 3 mètres de la limite de propriété et recevoir un traitement paysager adapté, afin de masquer leur présence et de s'intégrer au projet paysager.

Sont interdits : - Les matériaux laissés bruts (parpaings non enduits, ...) y compris sur les différentes faces des clôtures maçonnées.
- Les bardages métalliques verticaux sans recouvrement.

Peuvent être autorisés :- Les revêtements de façades à caissons.

- Les matériaux recevant un enduit ou les bétons architecturés.
- Les bardages métalliques horizontaux à clins.
- Les parements végétalisés de type panneaux de lierres préculтивés.

Sont attendus :

- Le traitement des limites avec les axes viaires, ferroviaires, piétonniers ainsi que les limites séparatives avec les autres lots, par des plantations d'arbres et d'arbustes ou plantes tapissantes, dans la mesure du possible telles que préconisées dans le cahier paysager annexé.
- La plantation sur bâche avec paillage afin de réduire les frais d'entretien et de gestion du futur espace végétalisé.
- Le choix d'une gamme végétale qui s'oriente vers des arbres en cépées ou tige au port colonnaire ou fastigié n'imposant aucune taille d'entretien, des essences adaptées au climat local, terrain sec, forte chaleur en été, hiver gélif, vents violents (mistral et tramontane).
- Des langues de végétation vont se développer sur le site afin de rappeler le paysage actuel composé de haies arbustives, en « rideau d'arbres », elle-même ponctuées de sujets isolés.
- Les espaces libres et plantations devront être conformes à l'article UE 13 du PLU de la commune de Miramas.
- La clôture Nord, Ouest et Sud sera doublée d'une strate arbustive ponctuelle, rythmée par l'implantation de sujets de moyenne grandeur.
- Toutes les essences des arbres et des arbustes seront locales et choisies en phase de réalisation, en fonction de leurs capacités à

s'adapter aux particularités du site et de la région, pour garantir leur bonne pousse et leur pérennité.

- L'implantation de la végétation est pensée afin de pouvoir se connecter et se coordonner à l'installation existante sur le lot 18 et à son éventuelle adaptation.

- Le reste des espaces verts, sera semé d'une prairie rustique méditerranéenne composée de graminées, de vivaces ou encore de bisannuelles méditerranéennes.

Ces éléments permettront de créer un écrin de verdure particulièrement qualitatif pour l'image de la future activité et un cadre de travail agréable pour les salariés.

2.2. Retrait par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives

Le retrait par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives, se conformera au règlement du PLU.

Ce retrait devra être traité de manière paysagère.

2.3. Hauteur des constructions

La hauteur des constructions ne dépassera pas 15 mètres mesurés à l'égout de la toiture.

2.4. Façades des bâtiments et éléments techniques

L'impact visuel de l'enveloppe des éléments techniques doit être limité et s'inscrire dans le volume autorisé. Ils se porteront sur des parties de constructions masquées ou invisibles depuis l'espace public et en particulier depuis la déviation de Miramas.

Toutes les fonctions de ventilation, climatisation ou autres dispositifs techniques seront installés à l'intérieur de la construction.

Le traitement de l'ensemble des façades doit être homogène dans le choix des couleurs, et de type de revêtement. Une attention particulière doit être apportée à la façade Sud-Ouest offrant une visibilité depuis la déviation de Miramas. Ces façades pourront notamment afficher les enseignes de la société, en application de l'article suivant.

2.5. Enseignes – Panonceaux

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire et au chantier.
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Sur le(s) bâtiment(s) :

Sont interdits les enseignes en toiture ou en drapeau, ainsi que les caissons lumineux et les enseignes clignotantes.

Sont autorisées : - Les enseignes de type bandeau,
- L'affichage de la raison sociale ou commerciale en façade(s) du bâtiment, sans encadrement.

Dans la parcelle :

Sont autorisées les enseignes uniquement à proximité de l'entrée principale, sous forme :

- soit d'un totem qui n'excédera pas deux mètres (2,00) de haut.
- soit d'une enseigne intégrée à la clôture.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

En aucun cas, ils ne pourront dépasser l'acrotère du bâtiment.

2.6. Clôtures

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 mètres et être conforme au PLU.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire.au PLU.

2.7. Stationnement des véhicules

Seront créées dans l'enceinte de la parcelle, les places de stationnement nécessaires au bon fonctionnement du programme d'activités mentionné au 4) du titre I du présent cahier de charges, selon les prescriptions du PLU.

Les surfaces destinées au stationnement doivent présenter la délimitation des places, en distinguant les véhicules légers des engins, camions et poids lourds.

Les aires de stationnement pour les véhicules seront réalisées dans l'emprise du terrain. Elles devront être aménagées et facilement accessibles. Les zones de manœuvre doivent être indépendantes des voies publiques.

A moins d'être déclarés à la demande de permis de construire apportant la preuve du traitement conforme des rejets, les stations de lavage de véhicules sont interdites.

Chacune de ces dispositions sera soumise à l'approbation de l'aménageur et devra figurer à la demande de permis de construire.

2.8. Espaces libres - Plantations

Les surfaces du lot non affectées au bâti, aux aires de stationnement et de circulation doivent être aménagées en espaces verts paysagers et convenablement entretenues.

Les plantations des arbres de haute tige devront être effectuées dans des conditions permettant leur bon développement. A cette fin, ils devront être éloignés d'au moins deux mètres par rapport aux limites séparatives et aux bâtiments, et l'espace de plantation (bande plantée ou fosse individuelle pour chaque arbre) devra offrir un volume de terre libre d'au moins 1, 5m x 1, 5m x 1,5m pour favoriser le développement racinaire.

La mise en place d'un arrosage goutte à goutte doit être prévu afin de gérer de façon raisonnée l'apport en eau.

Les plans de plantations et type de végétation, le descriptif des fosses d'arbres et le système d'arrosage devront figurer dans la demande de permis de construire et seront soumis à l'approbation de l'aménageur.

Des conseils et préconisations pour la palette végétale sont précisés en annexe.

2.9. VRD - Desserte et réseaux

Un seul accès et un seul point de raccordement aux réseaux existants en limite de propriété (Enedis, eaux usées, eaux pluviales, eau potable, défense incendie, Engie et génie civil du réseau télécom) ont été réalisés par l'épad Ouest Provence pour desservir le lot. Ils sont représentés sur le plan de bornage annexé au présent CCCT. Il sera possible de déplacer ou modifier l'accès et le point de desserte voire d'en créer de supplémentaires, en accord avec l'épad Ouest Provence ou toute personne morale qui s'y substituerait, et **aux frais de l'acquéreur**.

Dans le cas où les besoins de l'acquéreur nécessiteraient de recourir à un raccordement en « Tarif Vert » (pose d'un poste de transformation privatif), le raccordement du poste sur le réseau HTA sera réalisé directement par Enedis, à la charge de l'acquéreur.

2.9.1 Collecte des eaux usées :

L'établissement sera raccordé par des canalisations souterraines exclusivement au réseau public d'assainissement.

2.9.2 Alimentation en eau potable :

L'acquéreur/constructeur s'interdit tout forage individuel dans la nappe phréatique de Crau. Le lot sera raccordé par des canalisations souterraines au réseau public d'alimentation en eau potable.

2.9.3 Gestion des eaux pluviales :

L'acquéreur est dans l'obligation de récolter et traiter ses eaux pluviales avant tout rejet dans les réseaux publics, en conformité avec le PLU de Miramas en vigueur et de son zonage d'assainissement. Il devra se conformer aux dispositions relatives à la protection de la nappe phréatique (cf. arrêté préfectoral du 8 avril 1998)

a) Collecte, traitement et évacuation des eaux pluviales :

- le constructeur pourra réaliser un système d'infiltration récupérant l'ensemble des eaux pluviales de toiture par un système de descentes d'eau et de

canalisations. Les eaux pluviales ruisselant sur les voiries et aires de stationnement, en revanche, seront rejetées dans le réseau de collecte réalisé par l'aménageur.

- les matériaux mis en œuvre pour la couverture du bâtiment ne présenteront pas de risque d'altération de la qualité des eaux.

b) Collecte des eaux polluées en cas d'incendie :

Les eaux polluées seront récupérées par le réseau public et envoyées vers le bassin de traitement.

Ainsi, concernant le lot 26A, les dispositifs suivants de traitement des eaux pluviales pourront être prévus par l'acquéreur :

- infiltration, uniquement des eaux de ruissellement des toitures de bâtiments,
- collecte et rétention avant rejet dans le réseau public, des eaux de pluie ruisselant sur les surfaces imperméabilisées autres que les bâtiments, soit les voiries, parkings, ..., par des ouvrages dédiés et/ou mixtes, répondant aux caractéristiques ci-dessus énoncées. Un débourbeur-déshuileur en entrée d'ouvrage de rétention sera prévu conformément au PLU.

L'acquéreur devra préciser dans sa demande de permis de construire, le(s) dispositif(s) de rétention qu'il prévoit de mettre en œuvre pour compenser l'imperméabilisation du lot, dans le cadre de ceux proposés ci-dessus, en application des dispositions du PLU en vigueur et de son zonage d'assainissement.

2.9.4 Sécurité incendie :

La distance Z1 d'éloignement des parois extérieures des entrepôts couverts soumis à autorisation sous les rubriques 1510 et 1511, telle que prévue à l'arrêté du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en date du 5/08/02 (publié au J.O. n° 1 du 01/01/03) ne devra pas dépasser de plus de 20 mètres la limite du terrain sur lequel est implanté le bâtiment ni empiéter sur l'emprise des voies publiques qui le jouxtent.

2.10. Logement de fonction assurant le fonctionnement de l'activité

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public, des ouvrages, réseaux et équipements connexes publics sera assurée par la collectivité compétente.

L'ensemble des espaces communs (voiries, cheminements, espaces verts, réseaux de défense incendie et d'assainissement pluvial), les réseaux de l'opération, jusqu'en limite des propriétés privatives, et le système de contrôle d'accès et de gardiennage de la zone, sont destinés à être gérés par la Métropole et par l'ASL.

Les charges de cette gestion seront réparties entre les différents acquéreurs à concurrence d'un montant maximum de charges annuelles fixé à 0,915 € HT/m² de SHON en valeur avril 2000 (INSEE Construction), révisé à 1,408 € HT/m² de surface de plancher en valeur 2018.

Les charges sont appelées par la métropole et par l'ASL.

2) Tenue générale

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- L'entreposage de conteneurs et bennes disgracieux est formellement interdit.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) Déchets ménagers

Les déchets industriels et artisanaux provenant de l'établissement, comme le prévoit la législation, devront être évacués et traités dans des centres spécialisés, sous la responsabilité de leur producteur.

Les ordures ménagères produites par le personnel (dans la limite de 5 litres par jour et par employés), ou par le logement de fonction s'il y a lieu (dans la limite de 30 litres par logement et par jour) seront collectées par la collectivité.

Les agents et les véhicules du service de collecte n'étant pas autorisés à pénétrer dans le domaine privé, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires afin de permettre le ramassage des déchets ménagers dans de bonnes conditions.

Le container de collecte des ordures ménagères est à la charge de l'exploitant. Il est rappelé qu'entre 2 collectes, les containers ne doivent pas rester sur le domaine public.

4) *Respect de l'environnement, pollution*

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par l'épad Ouest Provence, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

5) *Subrogation*

Les dispositions contenues dans le titre III et IV du présent cahier des charges de cession de terrain font loi entre l'épad et chaque constructeur qu'entre les différents autres acquéreurs.

L'épad subroge, en tant que de besoin, chaque acquéreur dans tous ses droits et actions, de façon que tout acquéreur puisse exiger des autres l'exécution des dispositions en cause.

V – DOCUMENT GRAPHIQUE

-Plan de bornage (plan de vente).

VI – CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES



**BILICKI - DHOMBRES - OSMO
FUZERE - PELORCE**
Géomètres Experts Associés
Immeuble Plein Ouest
Bâtiment C - 1er Etage
1 Rue Albert Cohen
13016 MARSEILLE
Tél : 04.91.542.542 - Fax : 04.91.542.543
E-Mail : marselle@gema.fr

des Géomètres Experts méditerranéens associés



DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

COMMUNE DE GRANS

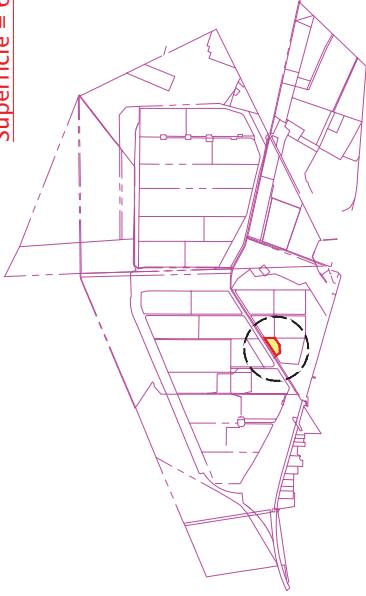
ZAC de la Plateforme CLESUD

PLAN DE BORNAGE (Plan de vente)

Parcelle Cadastree section AE n°65

LOT N°26A

Superficie = 6053 m²



Date : Septembre 2014
Dossier : 14.3075

Echelle : 1 / 1000

Historique

Indice	date	modification	Terrain	Bureau	Validé
A	26/07/17	Etablissement du Plan de Vente provisoire		FS	A.FUZERE
B	01/03/18	Emprise modifiée		AF	A.FUZERE
C	14/05/18	Mise à jour des nouveaux numéros cadastraux		AF	A.FUZERE

Fichier : 14.3075_pdv.dwg

Plan des réseaux existants issu du fichier
"CLESUD005.o_A.dwg" transmis par
M.ARANDA (E.P.A.D) le 25/02/2015.

- Réseau des Eaux Pluviales
- Réseau des Eaux Usées
- Réseau E.D.F (H.T.A)
- Réseau Inconnu
- Réseau France Telecom
- Réseau Arrosage
- Réseau Arrosage Alimentation

Bornes provisoires : seront implantées après obtention
des nouveaux numéros cadastraux

AE n°65
LOT 26A
S = 6053 m²

AE n°66

Emprise du lot

COORDONNEES LAMBERT CC 44

Liste des points du lot 26A

MAT	X	Y
800	1861430.25	3157929.05
801	1861458.47	3157923.57
802	1861493.92	3157960.70
803	1861504.42	3158016.73
804	1861456.17	3158062.55

ZAC DE LA PLATE-FORME Commune de MIRAMAS

(ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES DE CESSION DE TERRAIN)

VI - CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PALETTES VEGETALES ET RECOMMANDATIONS

CONSEILS POUR LA PLANTATION

Tuteurs et plantations

Les arbres seront tuteurés, avec des tripodes pour les arbres de taille 16/18 ou plus, avec des bipodes pour les autres tailles d'arbres.

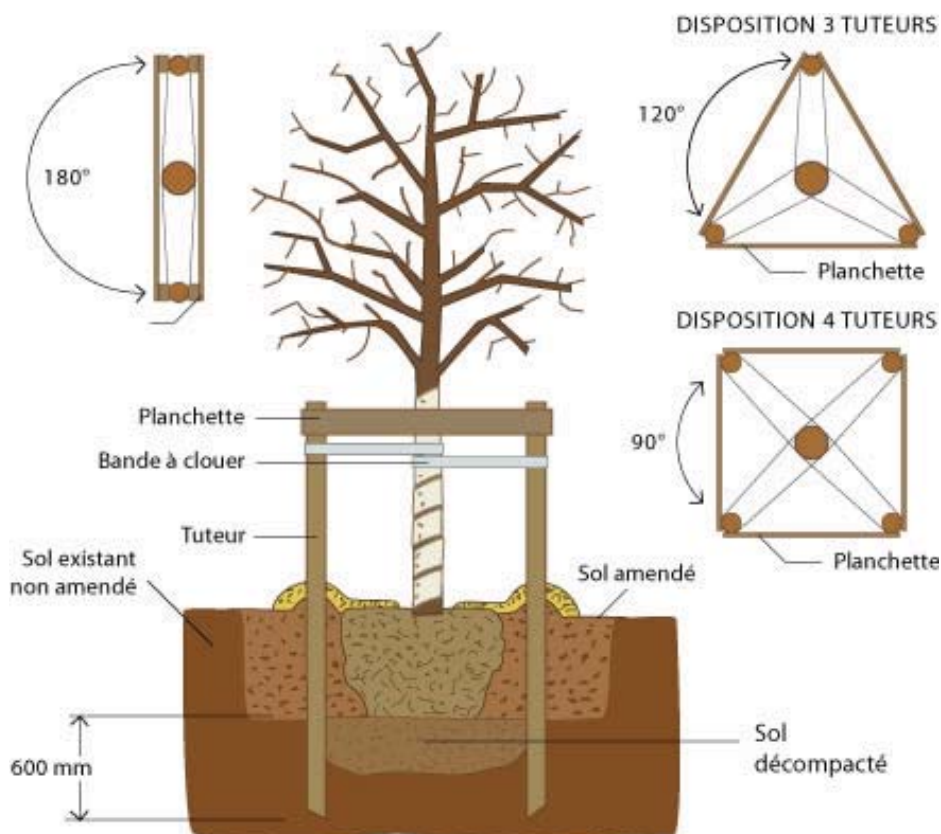


Schéma de principe du tuteurage des arbres / Référence pépinière Thuilleaux

Paillage

Toutes les plantations (arbres, arbustes, haies, massifs) seront pourvues au moment de la plantation, à leur pied, d'un paillage en écorce de bois (non issus de résineux) d'une épaisseur minimum de 20cm. Sur les talus, une toile non tissée en fibre végétale (de type toile de paillage biodégradable de fibre de coco ou chanvre) sera installée avant plantation. Cette mesure permet de minimiser l'entretien en réduisant les arrosages et en empêchant les mauvaises herbes de pousser.

Photos de références (photo gauche biogreen toile de paillage et photo de droite branchage broyé de type BRF) :



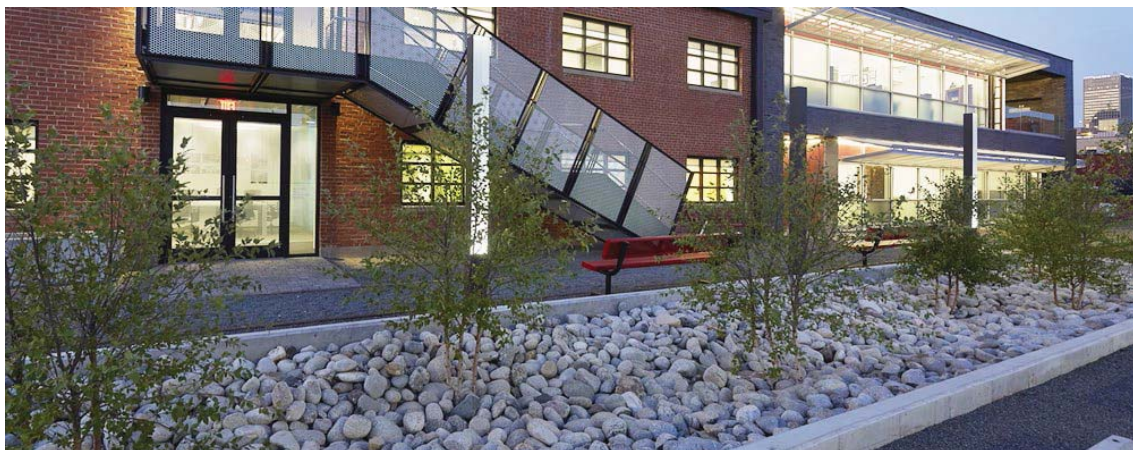
Alternative de paillages avec d'autres matériaux :

Il est possible d'envisager d'autres types de paillages aux pieds des arbres et massifs plantés : pierres concassées, galets ou autre minéral.

Il faut cependant penser à positionner un geotextile non tissé anti-contaminant sous le ou les matériaux mis en place afin de limiter au maximum la pousse des mauvaises herbes et donc l'entretien des espaces plantés.

Les diamètres choisis pourront être variables selon la situation et le choix du rendu esthétique.

Photos de références présentant divers types de matériaux accompagnés de plantations:



Entretien

Une gestion différenciée est conseillée pour l'entretien des espaces verts.

Ce mode de gestion consiste à pratiquer un entretien adapté des espaces verts selon leurs caractéristiques et leurs usages. Il s'agit de faire le bon entretien au bon endroit.

Par exemple, les bandes enherbées bénéficieront d'une fauche tardive au lieu d'une tonte régulière afin de favoriser la biodiversité (2 fauches : 1 avant le 1er mai si besoin et 1 fauche tardive après le 1er septembre). Les bandes enherbées pourront également être remplacées par des prairies fleuries, qui demandent très peu d'entretien et embellissent les espaces verts.

La taille des arbres et arbustes se fera à la fin de l'hiver, ce qui permet de conserver le plus longtemps possible les baies des arbustes. La taille sera réalisée avant la nidification des oiseaux. La taille d'hiver sera réalisée pendant la période de dormance de l'arbre et en dehors des périodes de gel. Les produits phytosanitaires (herbicides, pesticides) sont proscrits.

Le désherbage sera mécanique ou thermique. Si des engrais doivent être utilisés, ils seront de nature organique et non chimique.

La mise en place d'un système d'arrosage automatique est obligatoire afin d'assurer l'implantation durable des essences. Une programmation adéquate des horaires et fréquences d'arrosages est préconisée et générera des économies au futur acquéreur.

Le choix des essences à mettre en place (gazons, arbres, arbustes, graminées, vivaces) s'orientera vers des végétaux adaptés au lieu : risque de sécheresse, fort ensoleillement, vents violents, gels. Les arbres et plants morts seront remplacés.

COMPOSITION D'UNE HAIE CHAMPETRE

Une haie champêtre est composée de plusieurs espèces de végétaux d'essences indigènes adaptées au terrain, au climat et donc plus résistantes aux attaques parasitaires.

Elles sont plus faciles d'entretien et offrent de nombreux avantages :

- Embellissement du cadre de vie et de travail.
- Maîtrise du ruissellement pluvial et conservation des sols : favorise l'infiltration de l'eau grâce aux racines, et l'évapotranspiration grâce à leur feuillage, les haies contribuent à diminuer et freiner les ruissellements.
- Brise-vent : les haies protègent contre les bourrasques (bâtiments, aires de stockage & stationnements,...).
- Confinement des pollutions : les haies captent et contribuent à dégrader les polluants véhiculés par les eaux de ruissellement.

Elles forment des "corridors écologiques" permettant les déplacements des espèces et le brassage génétique des populations. Les haies champêtres sont le refuge d'une multitude d'animaux. Elles jouent un rôle important dans la nidification des oiseaux.

Pour qu'une haie soit efficace en termes esthétiques et écologiques, elle doit satisfaire à certains critères :

- haie diversifiée (l'idéal : une quinzaine d'espèces) avec une base d'essences autochtones (adaptées au sol et au climat) pour permettre une intégration dans l'écosystème environnant,
- largeur suffisante (si possible plus de 3 mètres),
- densité élevée (1 arbuste/mètre linéaire),
- base garnie de plantes herbacées,
- connexion avec d'autres sources de biodiversité : autre haie, bois, bosquet, zone humide, friche,...

- entretien adapté : pas de désherbage au pied d'une haie développée, maîtrise des essences envahissantes au moyen de la taille,
- planter de manière aléatoire ou par îlot d'une même espèce, plutôt qu'en alternant régulièrement les espèces,
- laisser se développer les drageons et les semis naturels de la haie.

Exemple de composition d'une haie avec des espèces choisies dans la palette végétale :

- Amélanchier (Amelanchier canadensis)
- Aubépine blanche (Crataegus laevigata)
- Charme commun (Carpinus betulus)
- Chêne pédonculé (Quercus robur)
- Cornouiller sanguin (Cornus sanguinea)
- Eglantier (Rosa canina) · Epine noire (Prunus spinosa)
- Erable champêtre (Acer campestre)
- Frêne commun (Fraxinus excelsior)
- Fusain d'Europe (Euonymus europaeus)
- Merisier (Prunus avium)
- Sureau noir (Sambucus nigra)
- Troëne (Ligustrum)
- Viorne cotonneuse (Viburnum lantana)

Alternative possible:

Exemple d'une autre palette végétale envisageable avec espèces méditerranéennes :

- Nerium oleander
- Punica granatum
- Abelia grandiflora
- Laurus Nobilis
- Acca sellowiana
- Pistacia lentiscus
- Phillyrea angustifolia
- Viburnum tinus
- Phlomis (taille moyenne)
- Perovskia atriplicifolia (taille moyenne)

COMPOSITION DE GRAMINEES RUSTIQUES

- Stipa tenuissima
- Stipa calamagrostis
- Stipa tenacissima
- Miscanthus sinensis 'Gracillimus'
- Carex halleriana
- Pennisetum orientale
- Festuca valesiaca 'Glaucantha'
- Chionochloa rubra



COMPOSITION D'ARBUSTES BAS MEDITERRANEENS :

- *Romarinus officinalis*
- *Rosmarinus officinalis* 'Boule'
- *Rosmarinus officinalis* 'Miss Jessop's Upright'
- *Salvia officinalis* 'Berggarten'
- *Salvia* 'Montagne de l'Hortus'
- *Lavandula angustifolia*
- *Salvia officinalis* 'Nazareth'
- *Cistus monspeliensis*
- *Cistus x argenteus* 'Blushing Peggy Sammons'
- *Cistus x florentinus*
- *Cistus x pulverulentus*

COMPOSITION DE PLANTES GRIMPANTES

Un mélange de végétaux caducs ou persistants est possible et sera installé sur des parterres ou le long de clôtures en limite de parcelles.

Exemple des essences possibles :

- Rosier de Banks
- Bignone
- Lierre
- Chèvrefeuille
- Jasmin étoilé

COMPOSITION DE PLANTES TAPISSANTES POUR GAZON RUSTIQUE

- *Zoysia japonica*
- *Thymus serpyllum*
- *Thymus hirsutus*
- *Trifolium fragiferum*
- *Armeria maritime*
- *Hieracium pilosella*

COMPOSITION DES PLANTATIONS D'ARBRES

Il est recommandé pour l'ensemble des sujets, qu'ils soient sélectionnés pour leurs caractères rustiques afin de limiter au maximum les contraintes de tailles et d'entretien.

Exemple d'espèces d'arbres préconisées :

- *Carpinus betulus* 'Fastigiata' Charme fastigié,
- *Cercis siliquastrum* (arbre de Judée)
- *Mespilus germanica* (néflier)
- *Celtis australis* (Micocoulier ombrage aucun entretien)
- *Amelanchier alnifolia* 'Obelisk' (1)
- *Acer campestre* 'Baronne' (2) érable champêtre
- *Koeleruteria paniculata* 'Fastigiata' Savonnier (3)
- *Quercus robur* 'Fastigiata' Chêne pédonculé (4)
- *Acer monspessulanum* érable de Montpellier
- *Ginkgo biloba* 'Fastigiata' (5)
- *Acer campestre* en cepée relevée (6) érable champêtre
- *Populus pyramidalis* Peuplier blanc pyramidal,
- *Pyrus calleryana* Poirier à fleurs blanches

- *Prunus amygdalus* amandier
- *Gleditsia triacanthos* 'Sunburst' févier d'Amérique sans épines (7)
- *Prunus lusitanica* en cépée relevé (8)
- Sorbier hybride pyramidal sorbier
- *Sorbus hybrida pyramidalis* sorbier
- *Crataegus monogyna* 'Stricta', aubéprine
- *Quercus* 'Columna' chêne colonaire
- *Ostrya carpinifolia*, charme houblon
- *Cupressus sempervirens* 'Stricta' ou 'Totem', cyprès de provence.

1



2



3



4



5



6



7



8



DELIMITATIONS DES ESPACES PLANTES :

Afin d'assurer l'installation des essences mises en place au sein de chaque massif.

Il est préconisé d'installer un système de délimitation physique qui limitera l'intrusion au sein même des espaces plantés. Plusieurs solutions sont possible /

- Ganivelles
- Piquets bois perforés et câble métallique en acier
- garde-corps de mis hauteur
- Voliges

Voir photos de références ci-dessous :



TRAITEMENT DES ESPACES PLANTES EN NOUES PAYSAGERES :

Les espaces plantés que ce soit le long des parkings ou sur des surfaces plus importantes de type plates-bandes ou espaces verts peuvent être nivelés pour accueillir des eaux de pluies et de ruissellement. Attention à prévoir dans l'aménagement les règles précisées dans le PLU concernant la gestion des eaux sur le lot concerné.

Ces aménagements peuvent devenir de vrais espaces paysagers associant intérêts techniques, esthétique et de biodiversité.

Quelques photos ci-dessous pour illustrer les propositions mentionnées:

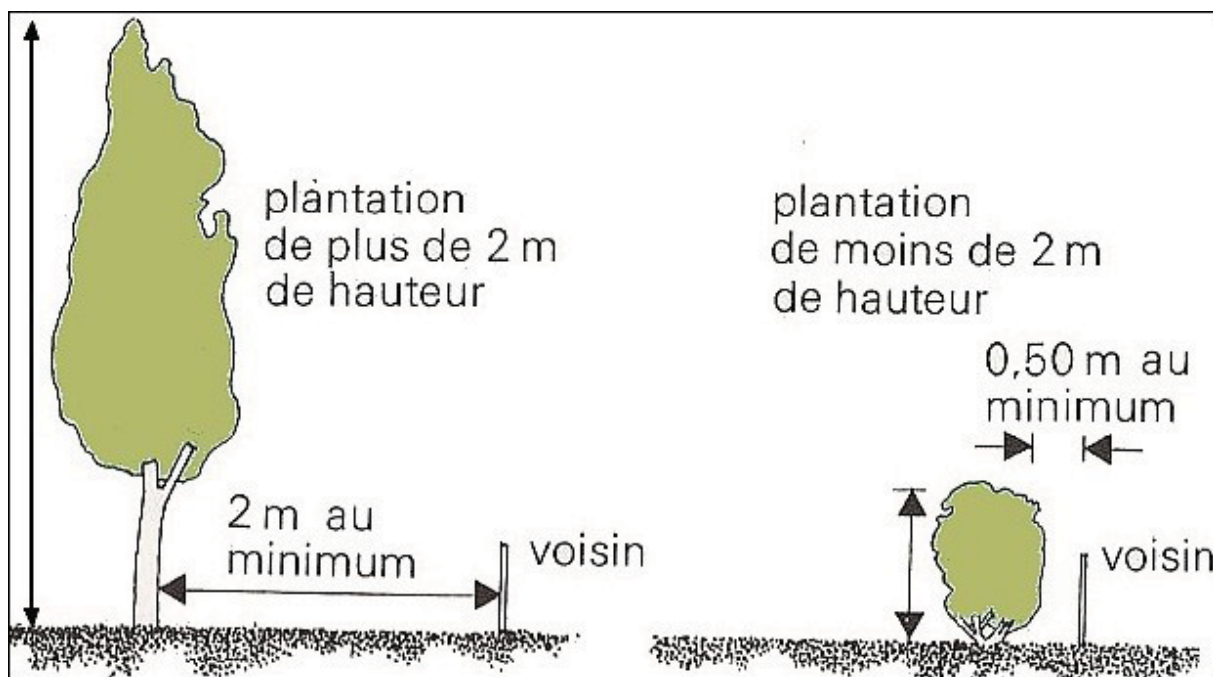


LES HAIES ET LA LOI

En France, les plantations de voisinage sont soumises à une réglementation définie par le code civil :

D'après l'article 671 du code civil : « Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. »

D'après l'article 672 du code civil : « Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire. Si les arbres meurent ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales. »



Arrêté n° 18/367/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 376 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 376 du 7 juillet 1993 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le deuxième Cahier des Charges de Cession de Terrain complétant le lot n° 376 par l'ajout de la parcelle cadastrée section DI n° 120 du 5 mai 1995 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Janvier 2019

- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 16 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/246/CM du 16 octobre 2018 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 376 approuvé par arrêté préfectoral du 7 juillet 1993 ;
- Le deuxième Cahier des Charges de Cession de Terrain complétant le lot 376 par l'ajout de la parcelle cadastrée section DI n° 120 approuvé par arrêté préfectoral du 5 mai 1995 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 376, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Janvier 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 376

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **376** (sections **DH n° 0078 et DI n° 0120**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 5 mai 1995.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB.

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

Les parcelles cédées d'une superficie totale **de 861 m²**, figurent au cadastre sous les sections **DH n° 0078 et DI n° 0120**. Elles sont situées en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constituent le **lot n° 376** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Les terrains susvisés se voient attribuer un droit à bâtir **de 100 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Arrêté n° 18/368/CM

Délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2018-7622-CT1 portant Nathalie N'DOUMBE, Directrice Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/319/CM du 19 décembre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Nathalie N'Doumbé, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire et exercées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Janvier 2019

- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;

- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;

- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge des ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti,
politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme,
mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations
- Demande de régularisation des offres
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre
- Demande de justification d'une offre anormalement basse
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres
- Courrier d'attribution du marché, d'emandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande inférieurs à 90 000 euros HT y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Janvier 2019

- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Politique de la Ville

- Lettres de notification des décisions des Commissions Locales d'Attribution portant ajournement ou rejet du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- Accusés réception des demandes de Fonds d'Aide aux Jeunes
- Courriers divers relatifs à des demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande

Habitat

- Accusés réception des demandes de logement social ;
- Accusés réception des demandes de FSL ;
- Courriers divers relatifs à des demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande ;
- Accusés réception des demandes relatives à l'ANAH ;
- Courriers divers (demandes d'avis préalable) relatifs à l'ANAH ;
- Conventions avec l'ANAH – avec ou sans travaux
- Engagements bailleurs.

Ports - Mer- Littoral – GEMAPI - Energie

- Courriers de mise en demeure ;
- Courriers divers relatifs à la mise en œuvre de projets et à la gestion courante concernant les ports, la mer, le littoral, la GEMAPI et l'énergie ;
- Courriers et actes divers relatifs à la gestion de mise en concurrence des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public ;
- Convocations au CLUPP (Comité Local des Usagers Permanents du Port) ;
- Réponse à une demande de changement de bateau sur une même place (réponse négative aux usagers) ;
- Demande d'exonération de redevance (réponse négative aux usagers) ;
- Déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement et actes administratifs liés, pour la gestion des réseaux de chaleur et unités de production d'énergie ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Janvier 2019

- Contrats d'abonnement de tiers au réseau de chaleur (conformes au modèle de contrat et à la tarification délibérée) et avenants de transfert ;
- Conventions avec les concessionnaires de réseau pour raccordement d'unités de production d'énergie.

Urbanisme

- Les courriers de convocation à des réunions techniques ;
- Courriers divers relatifs à l'urbanisme et la stratégie et cohérence territoriale pour la mise en œuvre des dossiers ou projets ;
- Courriers liés à l'assujettissement fiscal de la Métropole.

Foncier

- Documents d'arpentage ;
- Diffusions parcellaires ;
- Demandes à France Domaines ;
- Courriers et fiches de demandes de renseignements et/ou copies auprès des hypothèques ;
- Documents et actes relatifs aux états des risques naturels et technologiques ;
- Plans de bornage, de division ;
- Prise en gestion des biens acquis par l'EPF ;
- Courriers divers relatifs à la mise en place des conventions partenariales conclues avec l'EPF et notamment compte rendu valant décision de choix des sites, validation du lancement des études, etc. ;
- Procès-verbal d'ouverture des plis des candidatures pour la cession des biens ;
- Réceptions des procès-verbaux de remise en gestion des biens acquis par EPF PACA et signature de tous les documents connexes ;
- Courriers divers relatifs aux demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande (échanges entre Métropole et propriétaires dans l'instruction des dossiers d'acquisitions et des ventes de biens bâtis, non bâtis, et/ou de locations) ;
- Attestations rectificatives de mise en concordance des actes authentiques en la forme administrative auprès des Services de la Publicité Foncière ;
- Formalités préalables et postérieures nécessaires à la Publicité Foncière d'un acte authentique en la forme administrative ;
- Demandes de pièces complémentaires et de visites dans le cadre de la procédure de préemption ;
- Renonciations aux déclarations d'intention d'aliéner ;
- Courriers divers relatifs aux affaires foncières et immobilières ;
- Courriers de saisine de l'Etat concernant les procédures foncières sur les projets relevant de la compétence métropolitaine (à l'exception des courriers adressés aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat).

Aménagement du territoire

- Les courriers relevant de l'administration courante ;
- Les certificats d'affichage des actes administratifs ;
- Courriers divers relatifs à l'aménagement du territoire métropolitain concernant la mise en œuvre des dossiers et des projets ;
- Courriers de convocation à des réunions techniques ;
- Courriers aux établissements publics d'aménagement dans le cadre des relations conventionnelles entre la Métropole et les aménageurs ;
- Arrêtés portant approbation des cahiers des charges de cession de terrains ;
- Courriers de notification aux tiers des cahiers des charges de cession de terrains.

- Déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement ;
- Courriers divers aux services de l'état (ARS, DRAC, ABF, DDT, etc.) ;
- Conventions avec les concessionnaires de réseaux pour raccordement (à différencier des autres conventions) ;
- Demandes d'autorisations d'urbanisme et environnementales (pièces annexes des PC, PD, PA loi sur l'eau, ERP classés, cas par cas, etc.) ;
- Courriers divers et gestion courante relatifs au patrimoine bâti du territoire métropolitain.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame N'Doumbé, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Philippe Lefort – Directeur Ressources

Concernant strictement :

- 1) La politique de la ville :
- 2) L'Habitat

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Philippe Lefort – Directeur Ressources

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé et de Monsieur Philippe Lefort, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christelle Mouren – Directrice habitat et politique de la ville

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Janvier 2019

Arrêté n° 18/369/CM

Délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2018-7592-CT1 et DRH 2018-7554-CT1 portant Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/328/CM en date du 19 décembre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de
compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction
Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain rattaché hiérarchiquement.

Pour l'ensemble du personnel Métropolitain

Ressources Humaines:

- Les courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire et les courriers relatifs à l'application de sanctions disciplinaires des groupes 2, 3 et 4 ;
- Protections fonctionnelle ;
- Saisines de la commission de déontologie ;
- Les ordres de mission pour les déplacements internationaux et états de frais inhérents ;
- Les ordres de mission sur le territoire national des personnes rattachées hiérarchiquement et états de frais inhérents.

Finance :

- Certificats administratifs inhérents aux frais de représentation et frais protocolaires.

Marchés publics et accords-cadres concernant exclusivement les compétences exercées par La Direction Générale des Services (non déléguées aux Conseils de Territoire)

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGS :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGS :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermisement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Rauscher, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Aurélie Cerutti – Secrétaire Générale de la Métropole

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher et de Madame Aurélie Cerutti la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Anne-Cécile Debono – Directrice de la Coordination

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 janvier 2019

Martine VASSAL

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour un kiosque situé Place Joseph Vidal 13008 Marseille à la SASU Cœur-Primeur, représentée par Marjorie Renucci

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 décembre 2006 ;

CONSIDÉRANT

La demande de la SASU Cœur-Primeur présentée par Marjorie Renucci, domiciliée 97 rue Sauveur Tobelem 13007 à Marseille. Enregistrée au siret n°844484543 00013, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

la SASU Cœur-Primeur, présentée par Marjorie Renucci est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de douze mètres carrés (12 m²) sur le domaine public, sis Place Joseph Vidal 13008 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de maraicher.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/371/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement l'Atelier de la Criée situé 42 quai de Rive Neuve 13007 Marseille, à la SAS l'Atelier de la Criée, représentée par Samir Lahouel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port.

CONSIDERANT

La demande de la SAS l'Atelier de la Criée, représentée par Samir Lahouel, domiciliée 42 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille. En vue d'occuper un emplacement public au 42 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille. RCS Marseille: 814 428 678 00019.

ARRETE

Article 1 :

La SAS l'Atelier de la Criée, représentée par Samir Lahouel, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé l'Atelier de la Criée, situé 42 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2019

- une terrasse délimitée sans scellement de 44.50 m²

sur laquelle sont implantés :

- 6 parasols

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2019

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2019

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 207 avenue du Prado 13008 Marseille à Benjamin Benichou

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 décembre 2006 ;

CONSIDÉRANT

La demande présentée par Benjamin Benichou domicilié 20 Boulevard Rodocanachi 13008 à Marseille, enregistré au siret n°834 226 177 00014, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Benjamin Benichou est autorisé à exploiter un kiosque d'une dimension de quinze mètres carrés (15 m²) sur le domaine public, sis 207 avenue du Prado 13008 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de réparation informatique.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour un kiosque à cordonnerie
situé 8 place Castellane 13006 Marseille, à Andranik Nalbandyan**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du conseil de territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par Monsieur Andranik Nalbandyan domicilié 3 rue Benedit 13001 à Marseille, enregistré au siret sous le n°48252195100044, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Andranik Nalbandyan est autorisé à exploiter un kiosque d'une dimension de seize mètres carrés (16 m²) sur le domaine public, sis 8 place Castellane 13006 à Marseille, en vue d'exercer une activité de cordonnier.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2019

Arrêté n° 18/374/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine Public pour un kiosque situé 4 place Edmond Audran 13004 à Marseille, à Franck Teissier

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par Monsieur Franck Teissier, domicilié 28 A avenue de Valdonne 13013 à Marseille, enregistré au siret n° 823 058 235 00016, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Franck Teissier est autorisé à exploiter un kiosque d'une dimension de huit mètres carrés sur le domaine public, sis 4 place Edmond Audran 13004 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de remouleur.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 89 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le CCCT du lot n° 89 du 30 juillet 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;

- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/246/CM du 16 octobre 2018 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI .

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le CCCT du lot n° 89 approuvé par arrêté préfectoral du 30 juillet 1990 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du CCCT précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du CCCT du lot n° 89, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du CCCT de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du CCCT demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Janvier 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 89

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **89** (sections **DE n° 0053**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 10 mai 1989.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB.

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 374 m²**, figure au cadastre sous la section **DE n° 0053**. Elle est située en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue le **lot n° 89** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Le terrain susvisé se voit attribuer un droit à bâtir **de 97,40 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Délégation de la Présidence de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence à Madame Maryse Joissains Masini, Maire d'Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine, notamment son article D.631-5 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- La Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont Saint-Donat créée par arrêté préfectoral du 8 août 1998 ;
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;
- La délibération URB 004-4622/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant création de la Commission Locale des Sites patrimoniaux d'Aix-en-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Qu'il convient de donner délégation de la Présidence de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence à Madame Maryse Joissains Masini, en tant que Maire d'Aix-en-Provence, au regard de la spécificité locale et patrimoniale de cette commission recouvrant le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence et la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont Saint-Donat.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de la présidence de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence est donnée à Madame Maryse Joissains Masini en tant que Maire d'Aix-en-Provence, au titre de l'article D.631-5 du Code du Patrimoine.

Article 2 :

La délégation relative à l'exercice de la présidence définie à l'article précédent comprend :

- l'initiative de demander la réunion de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence conformément aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et chaque fois que la présidente le juge utile et la convocation des membres de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence
- la participation à l'établissement de l'ordre du jour des séances de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence
- les missions confiées à la présidente par le règlement intérieur de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

Arrêté n° 18/377/CM

Mise à jour n°5 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau pour l'institution d'une servitude de passage de conduites d'irrigation au bénéfice de la société du Canal de Provence dans le cadre de la rénovation des conduites des Puits de l'Arc

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L153-60, R 151-51 et suivants et R 153-18 relatifs au contenu des annexes du Plan Local d'Urbanisme et à la procédure de mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 2 mai 2018 instituant une servitude pour le passage de conduites d'irrigation sur le territoire de la commune de Fuveau au bénéfice de la société du Canal de Provence dans le cadre de la rénovation des conduites des Puits de l'Arc ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau et ses évolutions successives approuvées ;
- Le courrier du Préfet du 3 mai 2018 demandant la mise à jour des annexes du PLU.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau en y intégrant l'arrêté préfectoral du 2 mai 2018 et ses annexes.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout aux annexes de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2018 et de ses annexes.

Article 2 :

La mise à jour, sur support papier, est tenue à la disposition du public à la mairie de Fuveau Hôtel de ville 26 boulevard Emile Loubet ;

Article 3 :

L'arrêté préfectoral du 8 février 2018 ainsi que ses trois annexes (plans cadastraux et deux états parcellaires) sont joints au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R 153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et, en Mairie de la commune de Fuveau pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :

- Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône
- Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- Monsieur le Directeur Régional des services fiscaux

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

Arrêté n° 18/378/CM

Mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes Mirabeau pour intégration du Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt (PPRIF)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L153-60, R 151-51 et suivants et R 153-18 relatifs au contenu des annexes du Plan Local d'Urbanisme et à la procédure de mise à jour des annexes;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes Mirabeau et ses évolutions successives approuvées ;
- L'arrêté préfectoral du 6 août 2018 approuvant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêts sur le territoire de la commune des Pennes Mirabeau ;
- Le courrier du Préfet du 24 septembre 2018 demandant la mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme.

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes Mirabeau en y intégrant l'arrêté préfectoral du 6 août 2018 et ses annexes.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes Mirabeau est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout dans ses annexes de l'arrêté préfectoral du 6 août 2018 et de ses annexes.

Article 2 :

La mise à jour, sur support papier, est tenue à la disposition du public à la mairie des Pennes Mirabeau, Direction de l'Aménagement, 22 Rue St Dominique.

Article 3 :

L'arrêté préfectoral du 6 août 2018 ainsi que ses annexes (rapport de présentation, règlement, cartes de zonage réglementaire et carte technique de typologie du bâti) sont joints au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R 153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de la commune des Pennes Mirabeau pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône
- Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- Monsieur le Directeur Régional des services fiscaux.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

Arrêté n° 18/379/CM

Mise à jour 3 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vitrolles

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L153-60, R 151-51 et suivants et R 153-18 relatifs au contenu des annexes du Plan Local d'Urbanisme et à la procédure de mise à jour des annexes;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 13 février 2018 créant une Zone Agricole Protégée (ZAP) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du conseil municipal de la ville de Vitrolles du 12 décembre 2017 décidant d'approuver le projet de création de Zone Agricole Protégée sur le territoire communal ;
- Le PLU de la commune de Vitrolles et ses évolutions successives approuvées ;
- Le courrier du Maire de la commune de Vitrolles du 17 mai 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de procéder à la mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de sa commune.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vitrolles en y intégrant l'arrêté préfectoral du 13 février 2018 et le plan de délimitation de la Zone Agricole Protégée.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vitrolles est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout aux annexes de la carte délimitant la Zone Agricole Protégée créée par arrêté préfectoral du 13 février 2018.

Article 2 :

La mise à jour, sur support papier, est tenue à la disposition du public à la mairie de Vitrolles place de Provence.

Article 3 :

L'arrêté préfectoral du 13 février 2018 ainsi que le plan de délimitation de la ZAP sont annexés au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R 153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en Mairie de la Commune de Vitrolles pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :

- Monsieur le préfet des Bouches du Rhône
- Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- Monsieur le Directeur Régional des services fiscaux

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

Arrêté n° 18/380/CM

Mise à jour 3 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pertuis pour intégration des nouvelles servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L153-60, R 151-51 et suivants et R 153-18 relatifs au contenu des annexes du Plan Local d'Urbanisme et à la procédure de mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 24 juillet 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier du Préfet du 14 août 2018 demandant la mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pertuis ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pertuis et ses évolutions successives approuvées.

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pertuis en y intégrant l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2018 et ses annexes.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pertuis est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout dans ses annexes de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2018 et de ses annexes.

Article 2 :

La mise à jour, sur support papier, est tenue à la disposition du public à la mairie de Pertuis.

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n° 1132 du 24 juillet 2018 et le plan des servitudes autour des canalisations de transport des matières dangereuses sont joints au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R 153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence, au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, et, en Mairie de la commune de Pertuis pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5:

Les dispositions de cet arrêté, publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours, pendant un délai de deux mois, auprès du Tribunal Administratif de Nîmes.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :

- Monsieur le Préfet du Vaucluse
- Monsieur le Sous-Préfet d'Apt
- Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- Monsieur le directeur régional des services fiscaux
- Monsieur le directeur de GRT gaz
- Monsieur le directeur de Transethylene

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

Arrêté n° 18/381/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles - Procédure de modification 1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'Urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

- Le courrier du Maire de la Commune d'Eguilles 9 août 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme(PLU) de la Commune d'Eguilles ;
- L'avis n°2018_CT2_360 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 Octobre 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eguilles ;
- La délibération n°URB 013-4631/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 Octobre 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Eguilles;
- Le PLU approuvé de la commune d'Eguilles en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que les objectifs de la procédure de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eguilles envisagée sont des adaptations réglementaires, la création d'un sous-secteur et des modifications graphiques ponctuelles notamment sur les secteurs suivants :
 Les Plantiers
 Le chemin des Colombiers
 La création d'un sous-secteur sur les Lampies
 Les Fourques
 La Cébo route d'Aix en Provence.
- Qu'il s'avère utile, voire nécessaire, d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles sur ces points ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;
- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme ;
- Que suite au courrier du Maire de la commune d'Eguilles du 9 août 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a saisi le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'il sollicite de sa Présidente l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eguilles ;
- Que par délibération n°URB 013-4631/18/CM du 18 Octobre 2018, le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles.

Article 2 :

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles a pour objet de procéder des adaptations réglementaires, la création d'un sous-secteur et des modifications graphiques ponctuelles notamment sur les secteurs suivants :

- Les Plantiers
- Le chemin des Colombiers
- La création d'un sous-secteur sur les Lampies
- Les Fourques
- La Cébo route d'Aix En Provence

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet, représentant de l'Etat dans le Département.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

Arrêté n° 18/382/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc - Procédure de modification 1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'Urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération du conseil municipal du n°2017-125 du 13 décembre 2017 décidant d'engager une procédure de modification ;
- La délibération du conseil municipal n°2017-126 du 13 décembre 2017 confiant à la métropole Aix-Marseille-Provence la poursuite de cette modification ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 justifiant l'ouverture à l'urbanisation du quartier du langoustier ;
- Le PLU de la commune de Lambesc et ses évolutions successives approuvées de la Commune de Lambesc en vigueur ;
- Le courrier du 15 octobre de monsieur le Maire de la commune de Lambesc demandant l'ouverture à l'urbanisation du secteur 2AUtr, quartier du langoustier.

CONSIDÉRANT

- Que les objectifs de la procédure de la modification n°1 du PLU de la Commune de Lambesc sont notamment :
- L'ouverture à l'urbanisation du quartier de Boimau actuellement classé au PLU en zone d'urbanisation future 2AUcr ;
- Définir une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur ce secteur de Boimau
- L'ouverture à l'urbanisation du secteur du Langoustier actuellement classé au PLU en zone d'urbanisation future 2AUtr ;
- D'apporter des modifications mineures au règlement de PLU en vigueur
- De corriger des erreurs matérielles sur le plan de zonage
- De compléter la liste des éléments patrimoniaux à protéger au titre de l'article L 151-19 du code de l'urbanisme ;
- Qu'il s'avère utile, voire nécessaire, d'adapter le PLU de la commune de Lambesc sur ces points ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;
- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc ;

Article 2 :

La modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc a notamment pour objet :

- L'ouverture à l'urbanisation du quartier de Boimau actuellement classé au PLU en zone d'urbanisation future 2AUcr ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

- Définir une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le secteur de Boimau ;
- L'ouverture à l'urbanisation du secteur du Langoustier actuellement classé au PLU en zone d'urbanisation future 2AUtr ;
- D'apporter des modifications mineures au règlement de PLU en vigueur
- De corriger des erreurs matérielles sur le plan de zonage
- De compléter la liste des éléments patrimoniaux à protéger au titre de l'article L 151-19 du code de l'urbanisme ;

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence, au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, et, en Mairie de la Commune de Lambesc pendant le délai d'un mois minimum.

Mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Le présent arrêté produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au premier alinéa de l'article R.151-21 du Code de l'Urbanisme, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet, représentant de l'Etat dans le Département.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

Arrêté n° 19/001/CM

Délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire Marseille Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L.5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2018-7592-CT1 et DRH 2018-7554-CT1 portant Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/316/CM du 19 décembre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Domnin Rauscher, chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées</p>
--

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

Délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire Marseille Provence, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire Marseille-Provence :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire Marseille Provence, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire Marseille-Provence :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;

- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et international et état de frais inhérents ;
- Ordre de mission national des agents rattachés hiérarchiquement et états de frais inhérents.
- Abonnement de travail.

Délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire Marseille Provence, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire Marseille-Provence :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire
et pour les marchés relevant exclusivement
de la Direction Générale des Services**

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermisement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire**

- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure

Finances

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie) ;
- Certificat administratif relatif à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

Patrimoine (hors équipements publics)

- Convention d'AOT Saumaty
- Mise en demeure pour non-paiement des redevances d'occupation du domaine public ;
- Réponses négatives liées à l'occupation du domaine public.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Rauscher, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Aurélie Cerutti : Directrice du Secrétariat Général

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher et de Madame Aurélie Cerutti, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Anne-Marie Queyrel : Directrice des Assemblées du CT1

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

Arrêté n° 19/002/CM

Arrêté de déconsignation d'un montant de 45 084 euros au profit de Madame Aimée Corbola épouse Funel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance d'expropriation du 17 septembre 2015 n° RG 15/00048 ;
- Le jugement du 25 mai 2015 fixant l'indemnité de dépossession à 45084 euros due à l'expropriée madame Aimée Corbola épouse Funel ;
- L'arrêté de consignation n° 16/151/CM du 21 avril 2016.

CONSIDÉRANT

- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté d'Empallières ;
- L'obstacle au paiement par la transmission par l'exproprié de son relevé d'identité bancaire est levé.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 45 084 euros représentant l'indemnité rendue par le jugement du 25 mai 2015 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille pour l'expropriation de la parcelle cadastrée n° AI 88 située sur la commune de Saint-Victoret, consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sera déconsignée au profit de :

Madame Aimée Corbola épouse Funel
31 avenue Marius Ruinat
13700 Marignane

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

Article 2 :

Les intérêts générés par la consignation de la somme de 45 084 euros seront versés :

- au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 3 juin 2016, date de la consignation au 9 juillet 2016, date de la prise de possession par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- au profit de madame Corbola épouse Funel du 9 juillet 2016 à la date de déconsignation.

Article 3

L'arrêté n° 16/519/CCM du 15 novembre 2016 est abrogé suite à une erreur matérielle relative à la répartition des intérêts énumérée à l'article 2.

Article 3

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 janvier 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/003/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac - Procédure de modification simplifiée n°1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE)
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n°URB 002-3560/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Rognac du 5 novembre 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée ;

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

- La délibération n°188/18 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Rognac et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- La délibération n°URB 016-5147/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Qu'une erreur de retranscription de zonage de la carte de synthèse du SCOT Agglopoie Provence approuvée par l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance sur le plan de zonage général du PLU de la Commune est présente sur la parcelle cadastrée AB 96 (réserve d'eau brute des Barjacquets).
- Que ce terrain a été effectivement classé par erreur au sein de la zone NP2 zone où sont présents des espaces naturels remarquables littoraux, alors qu'il s'agit d'une zone naturelle sans protection particulière au titre de la loi Littoral classée NCF1. Il s'agit donc d'inclure ce terrain en zone NCF1.
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le PLU sur ce point.
- Que la modification simplifiée n° 1 envisagée aura dès lors pour effet de modifier la pièce suivante : Zonage ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la commune de Rognac du 5 novembre 2018, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan local d'Urbanisme de la commune de Rognac.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac.

Article 2 :

La modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac concerne une erreur de retranscription de zonage de la carte de synthèse du SCOT Agglo poie Provence approuvée par l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance sur le plan de zonage général du Plan Local d'Urbanisme de la Commune. Cela concerne spécifiquement la parcelle cadastrée AB 96 (réserve d'eau brute des Barjacquets).

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification simplifiée sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

Les modalités de la mise à disposition telles que définies par la délibération du 10 décembre 2018 du Conseil de Territoire du Pays Salonais seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/005/CM

Délégation de signature à Monsieur Kévin Maingourd, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2019-656-CT1 et DRH 2019-11-CT1 portant Monsieur Kévin Maingourd Directeur Général Adjoint en charge de la Communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 1 :

Délégation est donnée à Monsieur Kévin Maingourd, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;

- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA.

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge de la Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;

- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Maingourd, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Kevin Maingourd, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Madame Corinne Banc – Directeur Général Adjoint délégué

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

DÉCISIONS

Décision de création de la régie de recettes pour l'encaissement des inscriptions et renouvellement en liste d'attente pour les Ports de Plaisance.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 11 décembre 2018.

CONSIDERANT

La nécessité de créer une régie de recettes pour l'encaissement des inscriptions et renouvellement en liste d'attente pour les Ports de Plaisance.

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence, une régie de recettes pour l'encaissement des inscriptions et renouvellement en liste d'attente pour les Ports de Plaisance. Les recettes s'impacteront sur le budget annexe des ports en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
Service des Ports
2 rue Henri Barbusse
13001 Marseille.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Le coût des inscriptions sur la liste d'attente
- Le coût du renouvellement de l'inscription sur la liste d'attente

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- CB pour paiement en ligne
- Chèques

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un mail de confirmation de paiement ou d'une quittance.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom de la régie de recettes pour l'encaissement des inscriptions et renouvellement en liste d'attente pour les Ports de Plaisance auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 500 euros

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

Création de la régie prolongée de recettes et d'avances pour l'aire de stationnement des gens du voyage Bargemont à Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- L'article L.5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 novembre 2018.

CONSIDÉRANT

La nécessité de créer la régie de la régie prolongée de recettes et d'avances pour l'aire de stationnement des gens du voyage du Bargemont à Martigues

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix- Marseille- Provence, une régie prolongée de recettes et d'avances pour l'aire de stationnement des gens du voyage du Bargemont à Martigues en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Commune Martigues anciennement dénommée Aire de recettes de l'aire de stationnement du Bargemont.

Les recettes et les dépenses de l'aire de stationnement des gens du voyage du Bargemont s'impacteront sur le budget Principal Métropole en fonction de la nature des recettes.

Article 2 :

Cette régie est installée à :
Aire d'accueil des gens du voyage
Quartier Bargemont
Ancien Chemin de Saint Pierre
13500 Martigues

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Location d'emplacements journaliers,
- Vente de fluide (eau, électricité)
- Dépôt de garantie d'un montant de 80 euros (quatre-vingt euros)

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Chèques bancaires
- Numéraire
- Carte bancaire
- Carte Prépayée

Les modalités d'encaissement selon la nature de recette seront les suivantes :

- Pour la location et la vente des fluides : remise en contrepartie de l'encaissement d'une quittance extraite d'un carnet à souches dédié ;
Une carte prépayée peut être également remise contre un paiement en numéraire ou chèque ou carte bancaire.
- Pour le dépôt de garantie en numéraire : remise d'un justificatif au locataire. Encaissement du numéraire. Au moment du départ du locataire la restitution se fera, sous réserve d'un état des lieux conforme. Le dépôt de garantie sera alors restitué en numéraire sur présentation de justificatifs transmis par le régisseur.
- Pour le dépôt de garantie par chèque : le voyageur qui n'a pas d'espèces peut remettre un chèque à son arrivée.
Pour obtenir l'ouverture des fluides : celui-ci a une semaine pour effectuer le remplacement de ce chèque par des espèces ; au-delà de ce délai le chèque sera encaissé. Le régisseur tiendra un registre de suivi de chèques de dépôt de garantie.

Article 5 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à 15 jours.

Article 6 :

La régie paie la dépense suivante :

- Le remboursement du dépôt de garantie.

Article 7 :

La dépense désignée à l'article 4 est payée selon les modes de règlement suivants :

- Restitution du chèque bancaire
- Numéraire
- Mandat

Les modalités de remboursement du dépôt de garantie seront les suivantes :

- Pour le remboursement des dépôts de garantie en numéraire : Remboursement sur présentation du ticket justifiant le paiement du dépôt de garantie et émission d'une quittance.
- Pour le remboursement des dépôts de garantie réglés par chèque : le chèque ne sera pas encaissé, remise d'un justificatif de dépôts de chèque à restituer lorsque la personne vient rechercher son chèque de caution.
Si le chèque a été encaissé, la restitution se fera par mandat administratif sur présentation de justificatifs transmis par le régisseur (attestation de paiement + Relevé d'Identité Bancaire du locataire au même nom que l'attestation).

Article 8 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Comptable Public Assignataire.

Article 9 :

L'intervention du mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 10 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 000 euros.

Article 11 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 000 euros.

Article 12 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 10.

Article 13 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 14 :

Un fond de caisse d'un montant de 100 euros est mis à disposition du régisseur pour la régie de recettes.

Article 15 :

Le régisseur titulaire n'est pas assujetti à cautionnement.

Article 16 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 17 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 18 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

Décision n° 18/725/D

Mise à disposition d'une parcelle de terrain appartenant à Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole préalable au transfert de propriété nécessaire au démarrage des travaux de la requalification du Jarret à Marseille 5ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre de la requalification du Jarret, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'intégrer le square de la résidence Saint Pierre dans un projet d'espace public cohérent, ce lieu devant faire écho au parvis requalifié au droit de la Timone ;

L'aménagement du square tel qu'envisagé nécessite l'acquisition d'une emprise de terrain de 1430 m² à détacher de la parcelle cadastrée sous le n° 819 A 115 appartenant à Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole et sur laquelle se trouve une partie du groupe de logements locatifs sociaux "Saint-Pierre" ;

Afin de ne pas retarder les travaux liés à la réalisation de l'ouvrage par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole a accepté de mettre à disposition de façon anticipée l'emprise de terrain de 1 430 m² précitée, située rue Saint-Pierre à Marseille 5ème arrondissement ;

Cette mise à disposition anticipée intervient préalablement à la cession de l'emprise ci-dessus désignée par Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la requalification du Jarret a besoin qu'une emprise de 1 430 m² à détacher de la parcelle cadastrée 819 A 115 située 222 rue Saint Pierre à Marseille 5^{ème} arrondissement, appartenant à Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole lui soit mise à disposition préalablement au transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux ;
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition de parcelles préalable au transfert de propriété doit être conclue entre Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété d'une emprise de terrain de 1 430 m² à détacher de la parcelle cadastrée 819 A 115 située 22 rue Saint Pierre à Marseille 5^{ème} arrondissement, appartenant à Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole.

Cette convention est conclue à titre gracieux et sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété de la parcelle en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 18/726/D

Autorisation d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREMABULE

Dans la continuité des évolutions urbaines initiées dès 2012 avec le projet Vieux Port, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence entendent poursuivre la requalification du centre-ville de Marseille dans une vision globale et hiérarchisée au travers de l'opération globale de redynamisation «Ambition Centre-Ville» ;

L'opération de requalification des espaces publics du centre-ville, portée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, se compose de 23 secteurs d'intervention identifiés au sein du périmètre opérationnel lui-même inscrit dans le périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture du Patrimoine ;

Parmi les principaux objectifs sont les suivants, il est recherché une unité d'ensemble et une cohérence de traitement des espaces publics. Aussi, la Métropole souhaite faire réaliser des planches d'essai pour valider les matériaux et calepinage à mettre en œuvre dans le cadre de l'opération. Dans ce contexte, elle s'est rapprochée d'Euroméditerranée qui lui a fait part d'une possibilité foncière pour implanter temporairement ces planches d'essais ;

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée de l'autorisation d'occupation temporaire : un an renouvelable par tacite reconduction, avec restitution anticipée possible à l'achèvement des travaux ;
- Conditions financières : l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par Euroméditerranée.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite faire réaliser des planches d'essais pour valider les matériaux et calepinages à mettre en œuvre ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par Euroméditerranée, pour la réalisation de ces planches d'essais, à occuper temporairement, et ce pour une durée d'un an renouvelable tacitement, la parcelle 807 D121 sise chemin de la Madrague et rue d'Anthoine (13002 Marseille).

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Article 2 :

Cette autorisation d'occupation temporaire est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 18/743/D

Mission Elu : Parakian Didier - Consumer Electronics Show - du 06 au 11 janvier 2019 - Las Vegas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que le Consumer Electronics Show (CES) est un salon consacré à l'innovation technologique en électronique grand public.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Parakian Didier, Conseiller métropolitain, se rendra à Las Vegas du 6 au 11 janvier 2018 pour me représenter au Consumer Electronics Show.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départementale des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/745/D

Désignation du cabinet Fidal pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'affaire qui l'oppose à Monsieur David HOCQ contestant l'approbation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête N°1701249-4 déposée par Monsieur David Hocq le 21 février 2017 devant le Tribunal administratif de Marseille sollicitant l'annulation de l'arrêté de refus de permis de construire du 25 août 2016 et la délibération du 23 juillet 2015 approuvant le Plan Local Urbanisme d'Aix-en-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Le Cabinet Fidal, domicilié 4-6 avenue d'Alsace, 92982 Paris La Défense Cedex, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Fidal pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Janvier 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 03 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 18/746/D

Exercice du droit de préemption sur des biens et droits immobiliers dépendant de l'immeuble situé 78 rue Chateaubriand à Marseille 13007 appartenant à la SCI Un sept

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2 , L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption urbain ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM DU 30 juin 2016 portant délégations du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières;
La déclaration d'intention d'aliéner reçue à la ville de Marseille le 9 octobre 2018 enregistrée sous le n° IA 013 207 18 M0287, portant aliénation des lots n°s 1 – 3 – 4 – 6 – et 7 dépendant de l'immeuble situé 78 rue Chateaubriand à Marseille 7ème arrondissement, cadastré sous le n° 834 H 263, appartenant à la SCI UN SEPT ;
- Le courrier de demande de visite adressé à maître Xavier Seguin, notaire en date du 30 novembre 2018 dont il a accusé réception le 5 décembre 2018 ;
- Le refus tacite à la demande de visite ci-dessus cité ;

CONSIDÉRANT

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans son troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille approuvé par délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, place la lutte contre l'habitat indigne au cœur du développement des territoires et de l'intervention sur l'habitat privé ancien, selon une priorisation coordonnée avec les autres politiques publiques et leurs pilotes : l'Etat (Préfecture, Préfecture de Police, Ministère public), l' ARS, la Métropole, la Ville , la CAF ; et les financeurs (Etat, Ville, Métropole, Région et Département , ANRU et ANAH) ;

Que dans ce cadre, elle intervient en renouvellement urbain pour traiter les situations relevant de la lutte contre l'habitat indigne, qui peuvent nécessiter la maîtrise foncière d'immeubles très dégradés en vue de leur réhabilitation globale et pérenne ;

Que l'immeuble 78 rue Châteaubriand fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 16 décembre 2014 déclarant l'insalubrité à caractère rémissible de l'immeuble et d'un arrêté de péril non imminent en date du 23 août 2010 compte tenu des désordres constructifs susceptibles d'entraîner un risque pour le public ;

Que le propriétaire n'a pas réalisé les travaux susceptibles de faire cesser ces désordres et n'a jamais entretenu son bien ;

Que cette préemption relève de la compétence de la Métropole Aix Marseille Provence et s'inscrit opérationnellement dans le cadre de la politique métropolitaine en matière de lutte contre l'habitat indigne ;

Que l'article 300-1 du code de l'Urbanisme précise que les actions ou opérations d'aménagement ont notamment pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux.

DECIDE

Article 1 :

D'exercer au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence le droit de préemption qui lui est ouvert et d'acquérir les biens et droits immobiliers, désignés ci-dessous, situés dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Marseille :

CADASTRE	834 H 263 superficie 70 m2
LOTS	1 – 3 – 4 – 6 et 7 superficie 118 m2
SITUATION	78 rue Châteaubriand 13007 Marseille
USAGE ET OCCUPATION	Libre
PROPRIETAIRE	SCI UN SEPT
MISE EN VENTE	245 000 euros
FRAIS D'AGENCE	15 000 euros à la charge de l'acquéreur
PRIX PROPOSE	175 000 euros pour les lots

Article 2

De notifier la décision d'acquérir les biens et droits immobiliers ci-dessus désignés à Maître Xavier Seguin, domicilié 14 cours Voltaire – 13400 Aubagne -, moyennant le prix révisé par France Domaine de 175 000 euros.

Article 3

Comme le prévoit l'article R 210-10 du Code de l'Urbanisme :

A compter de la réception de l'offre d'acquérir faite en application des articles R. 213-8 (c) ou R. 213-9 (b), le propriétaire dispose d'un délai de deux mois pour notifier au titulaire du droit de préemption :

a) Soit qu'il accepte le prix ou les nouvelles modalités proposés en application des articles R. 213-8 (c) ou R. 213-9 (b) ;

b) Soit qu'il maintient le prix ou l'estimation figurant dans sa déclaration et accepte que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation ;

c) Soit qu'il renonce à l'aliénation.

Le silence du propriétaire dans le délai de deux mois mentionné au présent article équivaut à une renonciation d'aliéner.

Article 4

Les crédits nécessaires à l'acquisition, aux frais d'actes et frais d'agence seront payés sur les crédits ouverts au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur l'opération 2015110400 – sous politique C 130 - chapitre 4581151104 –.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 18/747/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam d'un bien situé 10 boulevard Gouzian à Marseille 3ème arrondissement appartenant à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 14 novembre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013203 18 M0088 portant aliénation du lot de copropriété n° 1 appartenant à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, dépendant de l'immeuble cadastré Section 813 C n° 40 sis 10 boulevard Gouzian à Marseille 3ème arrondissement.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition du lot de copropriété numéro 1 dépendant de l'immeuble situé 10 boulevard Gouzian à Marseille 3ème arrondissement, cadastré 813 C n° 40, d'une superficie de 122,43 m² appartenant à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 18/748/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Cabanes Neveu Associés dans les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Union Nautique Marseillaise dans le cadre de la DSP Vieux-Port périmètre 4

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1808805 en date du 1er novembre 2018 déposée devant le Tribunal administratif par l'Union Nautique Marseillaise (UNM) aux fins d'annulation du contrat de DSP relatif à la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux-Port de Marseille périmètre 4.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif et d'être représenté dans cette affaire par la SELARL Cabanes Neveu Associés domiciliée 141 Avenue de Wagram 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Cabanes Neveu Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 18/749/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SMA Vautubière

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête de la Société SMA Vautubière enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 21 septembre 2018 (dossier TA n° 1807551-3) aux fins d'annulation du titre exécutoire n° 18/000091 en date du 26 juillet 2018 à son encontre pour un montant de 1 280 000 euros TTC ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1807551-3 et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller, 14 rue Edmond Rostand – 13 006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/750/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Emmanuel Corfia et Madame Marie-Françoise Corfia

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1807234-2 présentée par Monsieur Emmanuel Corfia et Madame Marie-Françoise Corfia devant le Tribunal Administratif de Marseille le 11 septembre 2018 tendant notamment à la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à réaliser, sous astreinte, les travaux de renforcement du sol de leur propriété préconisés par le rapport d'expertise judiciaire, à la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à leur verser diverses sommes en réparation de leurs préjudices matériels, de jouissance, d'angoisse et esthétique, à leur verser une somme au titre de la résistance abusive, et à la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au versement d'une somme au titre des frais irrépétibles et aux entiers dépens de l'instance en ce compris les frais d'expertise.

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Janvier 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à Monsieur Emmanuel Corfia et Madame Marie-Françoise Corfia ;

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1807234-2 et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier, 15 Avenue Victor Hugo, 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/751/D

Décision d'ester en justice- Désignation de Maître Sophie Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Bruno Mazieux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°1807840-9 déposée au Tribunal administratif, le 2 octobre 2018, par Monsieur Bruno Mazieux demandant l'annulation de l'arrêté de sanction disciplinaire du 23 juillet 2018 pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva, domiciliée 2 Place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Janvier 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 03 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 18/752/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Martigues pour l'acquisition d'une parcelle de terrain non bâtie, située au lieu-dit Les Bastides Est appartenant à M. Rolland Mouret et Mme. Suzanne Leyreyt

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015- 1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La Délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 2015-201 du 29 mai 2015 du conseil municipal de la commune de Martigues instituant le droit de préemption ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Martigues le 7 décembre 2018 enregistrée sous le n° IA 013 056 18 M 0519 portant aliénation de la parcelle de terrain non bâtie cadastrée CW 101 sise au lieudit Les Bastides Est, d'une superficie de 6 135 m² appartenant à M. Rolland Mouret et Mme. Suzanne Leyreyt au prix de vente de 35 000 euros.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence plan local d'urbanisme depuis le 1er janvier 2018,
- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain,
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain,
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption,
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Martigues, parcelle cadastrée CW 101, sise Les bastides Est, classée en zone 1 AUc du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 15 décembre 2017, ne présente pas d'intérêt métropolitain, mais pourrait permettre la mise en œuvre de l'opération d'aménagement et de programmation Numéro 7 d'intérêt communal en vue de l'extension du quartier des Bastides.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Martigues pour l'acquisition de la parcelle cadastrée CW 101, sise Les bastides Est, appartenant M. Rolland Mouret et Mme. Suzanne Leyreyt.

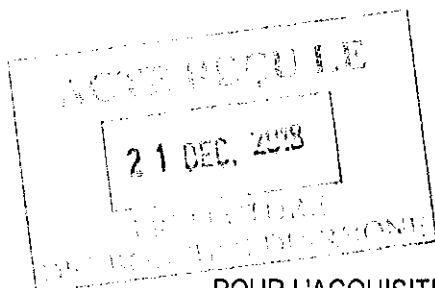
Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Janvier 2019



DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550167

N° SIREN du maître d'ouvrage

415750868

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500212

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : 13-MARSEILLE BD DES DAMES-AA
25A boulevard des Dames
13002 Marseille - 2e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

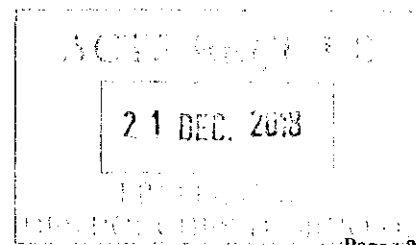
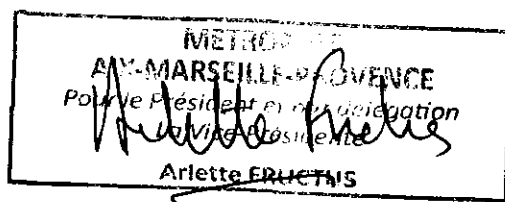
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

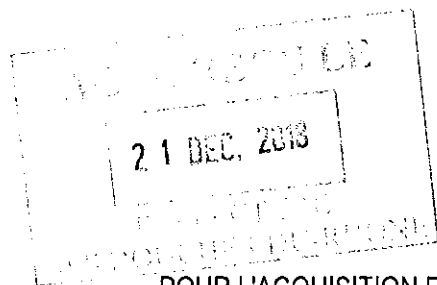
- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 14 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMÉLIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550166

N° SIREN du maître d'ouvrage

415750868

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500213

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : 13-MARSEILLE BD DES DAMES-ULS

VENTE EN USUFRUIT

25A boulevard des Dames

13002 Marseille - 2e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

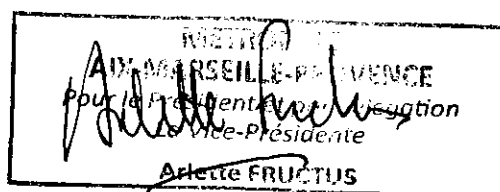
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

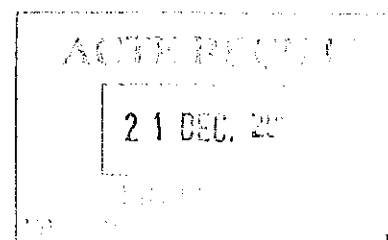
DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 14 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).
La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257,278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	964 663,00	100,00%	1,86%
Sous-total Prêts	964 663,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	964 663,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	964 663,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

14

954,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

14

954,80 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14

Surface utile :

954,80 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	273 263,70 €
Coût du bâtiment ou des travaux	675 615,30 €
Prestations intellectuelles et frais	1 672,00 €
Prix de revient H.T.	950 551,00 €
Montant de la TVA	14 112,00 €
Prix de revient TTC	964 663,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 010,33 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 7 55 / D



DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550083

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENÇAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500223

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :

Lesseps 2

Bâtiment K

rue Jean Rostand

13090 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 16 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

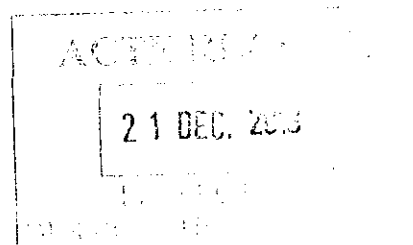
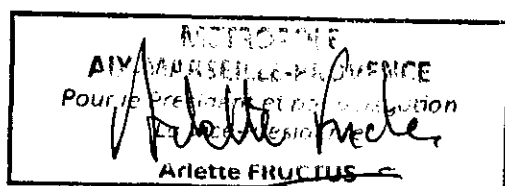
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Commune	64 134,00	2,99%	
Sous-total Subventions	64 134,00	2,99%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	727 622,00	33,95%	1,86%
Prêt CDC logement	671 536,00	31,34%	1,86%
Autres	144 000,00	6,72%	2,20%
Sous-total Prêts	1 543 158,00	72,01%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	535 764,00	25,00%	
Sous-total Fonds Propres	535 764,00	25,00%	
Total du Financement (I + II + III)	2 143 056,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 143 056,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

16

810,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

16

810,80 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16

Surface utile :

810,80 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

672 211,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 240 036,00 €

Prestations intellectuelles et frais

33 440,00 €

Prix de revient H.T.

1 945 687,00 €

Montant de la TVA

197 369,00 €

Prix de revient TTC

2 143 056,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 643,14 €

Décision No : 20181305500223

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/756/D

Attribution de la mission de maîtrise d'œuvre pour la construction du poste de refoulement des eaux usées du port de Saint-Chamas.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 534/08 de Ouest Provence du 1^{er} août 2008 relative à la prise en compte de l'opération de réhabilitation du poste de refoulement de Saint-Chamas et du collecteur de transfert entre le poste de refoulement du Delà et la station d'épuration de Miramas/Saint-Chamas et à l'approbation de la convention de mandat avec l'EPAD ;
- L'approbation de l'avenant n° 1 à la convention de mandat actée en date du 23 février 2018 réajustant le montant prévisionnel des travaux de 4 175 000 € T.T.C. à 6 435 000 €. T.T.C. et prorogeant le délai de remise de l'ouvrage de 119 mois.

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de passer un marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du poste de refoulement des eaux usées du Port de Saint-Chamas ;
- Les offres reçues et le rapport d'analyse des offres établi par l'EPAD ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

- Que la Société OTEIS, 18, Parc du Golf, 350 Avenue JRGG de la Lauzière – CS 90340, 13799 Aix-en-Provence, cedex 03, propose l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

Article 1 :

Le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du poste de refoulement des eaux usées du Port de Saint-Chamas est attribué à la Société OTEIS (18, Parc du Golf, 350 Avenue JRGG de la Lauzière – CS 90340, 13799 Aix-en-Provence, cedex 03) pour un montant de 69 100 €. H.T. soit 82 920 €. T.T.C.

Article 2 :

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer ledit marché.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Assainissement 2019, chapitre 2019500200, nature 238, code opération 2019500200.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

Convention d'occupation temporaire avec la Ville de Marseille - 12 rue Bugeaud 13003 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre de l'élaboration du projet urbain dénommé « Quartier Libres Saint Charles – Belle de Mai », la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite une mise à disposition du bâtiment de la Ville de Marseille situé 12 rue Bugeaud 13003 Marseille, en vue de la réalisation de la maison de projet « Quartier Libres » et de répondre à la réglementation sur l'information du public. Il y a donc lieu de signer convention d'occupation temporaire avec la Ville de Marseille dans les conditions suivantes :

- **Désignation** : Immeuble à usage de bureaux et de salle de conférence cadastré sis quartier Belle de Mai, section 811 H numéro 0123, 12 rue Bugeaud 13003 Marseille pour une surface totale d'environ 450 m² décomposé sur deux plans ; RDC et R+1.

- **Durée** : 3 ans à compter du 21 janvier 2019, renouvelable par tacite reconduction.

- **Prix** : La présente autorisation d'occupation est consentie à titre gratuit.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention d'occupation temporaire avec la Ville de Marseille, à compter du 21 janvier 2019 pour les locaux situés 12 rue Bugeaud 13003 Marseille.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire avec la Ville de Marseille, à compter du 21 janvier 2019 pour une durée de 3 ans pour les locaux sus mentionnés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 18/758/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Gréasque pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée AR 8 sise 9 Avenue Ferdinand Arnaud 13850 Gréasque

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Gréasque du 12 avril 2017 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Gréasque le 15 novembre 2018 portant aliénation de la parcelle cadastrée AR 8 sise 9 Avenue Ferdinand Arnaud.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole

Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;

- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une action d'aménagement communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Gréasque pour l'acquisition de la parcelle cadastrée AR 8 sise 9 Avenue Ferdinand Arnaud 13850 Gréasque, classée en zone UBa du plan local d'urbanisme en vigueur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 18/759/D

Préemption de trois biens immobiliers non bâtis cadastrés BM137, BM141, BM162, d'une superficie totale de 8589 m² sur la commune de la Bouilladisse

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°URB 002-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant délégations du conseil métropolitain d'Aix Marseille Provence au Président et au Bureau ;
- La délibération n°01-1213 du Conseil syndical du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de Gréasque en date du 18 décembre 2013 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale ;
- La délibération n°2017/102 en date du 28 décembre 2017 du Conseil municipal de la Bouilladisse approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de la Bouilladisse ;
- La délibération n°2017/103 du Conseil municipal de la Bouilladisse du 28 décembre 2017 délimitant le périmètre soumis au droit de préemption urbain ;
- La Déclaration d'Intention d'Aliéner du 9 novembre 2018, enregistrée sous le numéro 01301618M0108 portant aliénation de trois terrains appartenant à Madame Plane Huguette à la Bouilladisse cadastrés BM137, BM141, BM162 ;

- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 € le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des Domaines.
- L'avis de France Domaines 2018-12V2959 du 21 décembre 2018.

CONSIDÉRANT

- Qu'un des axes majeurs du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU de la Bouilladisse est de requalifier les secteurs urbains en lien avec les projets urbains du Val'Tram et de la ZAC de la Chapelle notamment en s'appuyant sur le projet du Val-Tram et de la Voie de Valdonne pour créer le lien urbain entre le nouveau quartier de la ZAC de la Chapelle et le centre-ville. Mais également en densifiant voire en renouvelant le tissu urbain autour des stations de la voie de Valdonne en l'accompagnant par des équipements publics, des commerces et des services ;
- Que l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « centre-ville et voie de Valdonne », en déclinaison du PADD, exprime clairement l'ambition de la Commune de revitaliser le centre-ville de La Bouilladisse en s'appuyant sur les projets urbains du Val'Tram et de la ZAC de La Chapelle ;
- Que les parcelles BM137, BM141, BM162, se situent dans le périmètre de l'OAP « centre-ville et voie de Valdonne ».
- Que l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par le Conseil de la métropole du 15 décembre 2016, fixe les objectifs de la Métropole en terme de développement du système de transport et de mobilité ;
- Que le projet de transport en commun en site propre (TCSP), dit "le Val'tram", tramway reliant Aubagne à La Bouilladisse, est inscrit et identifié dans l'Agenda de la mobilité métropolitaine comme une infrastructure structurante ;
- Que dans le cadre du projet de TCSP Val'tram, il est nécessaire de prévoir les équipements nécessaires au bon fonctionnement de l'infrastructure et que les parcelles BM137, BM141, BM162, sont essentielles à l'aboutissement du projet ;
- Que la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut pour ce faire procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences et la mise en œuvre des projets qu'elle porte ;

DECIDE

Article 1 :

Est exercé son droit de préemption urbain sur les biens immobiliers non bâtis ci-après désignés : BM137, BM141, BM162, sis Bigarron appartenant à Madame Plane Huguette et d'acquérir ces biens au prix de 867 000 euros.

Ces acquisitions sont destinées à constituer une réserve foncière servant au projet du Val'tram, projet d'envergure métropolitaine et de développement majeur de la commune de la Bouilladisse.

Article 2 :

La décision d'acquérir les biens ci-dessus désignés est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au notaire Maître Serra Bruno domicilié 100 route de Moulin de Redon BP2 83640 Saint-Zacharie.

Article 3 :

Les propriétaires disposent d'un délai de deux mois, à compter de la présente décision pour faire connaître à la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Soit leur accord d'offre de prix, dans ce cas, un acte authentique sera dressé par un des notaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Soit leur décision de maintenir le prix fixé par la déclaration d'intention d'aliéner, dans ce cas, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut décider de faire fixer le prix du bien par le juge d'expropriation ;

Soit leur renonciation à l'aliénation du bien. Le défaut de réponse de leur part est considéré comme une renonciation.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2018

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 18/760/D

**Préemption de deux biens immobiliers non bâtis cadastrés, BD174 et BD2
d'une superficie totale de 4955 m² sur la commune de la Bouilladisse**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°URB 002-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant délégations du conseil métropolitain d'Aix Marseille Provence au Président et au Bureau ;
- La délibération n°01-1213 du Conseil syndical du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de Gréasque en date du 18 décembre 2013 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale ;
- La délibération n°2017/102 du 28 décembre 2017 du Conseil municipal de la Bouilladisse approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de la Bouilladisse ;
- La délibération n°2017/103 du Conseil municipal de la Bouilladisse du 28 décembre 2017 délimitant le périmètre soumis au droit de préemption urbain ;

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2019

- La Déclaration d'Intention d'Aliéner du 9 novembre 2018, enregistrée sous le numéro 01301618M0109 portant aliénation de deux terrains appartenant à Madame Plane Huguette à la Bouilladisse cadastrés BD174 et BD2 ;
- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 euros le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des Domaines ;
- L'avis de France Domaines 2018-12V2958 du 21 décembre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « centre-ville et voie de Valdonne », en déclinaison du PADD, exprime clairement l'ambition de la Commune de revitaliser le centre-ville de La Bouilladisse en s'appuyant sur les projets urbains du Val'Tram et de la ZAC de La Chapelle ;
- Que les parcelles BD174 et BD2 sont étroitement liées au projet de la ZAC de la Chapelle qui fait l'objet d'une OAP « ZAC de la Chapelle » future extension du village de la Bouilladisse accessible par le chemin de Ceinture qui longe la voie de Valdonne et la RD45E Chemin de Trets ;
- Que dans le cadre du projet de ZAC de la Chapelle, il est nécessaire de prévoir les accès nécessaires à l'opération et que les parcelles BD174 et BD2 sont essentielles à la réalisation de ce projet ;
- Que la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut pour ce faire procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences et la mise en œuvre des projets qu'elle porte ;

DECIDE

Article 1 :

Est exercé son droit de préemption urbain sur les biens immobiliers non bâtis ci-après désignés BD174 et BD2 sis les Roquettes appartenant à Madame Plane Huguette et d'acquérir ces biens au prix de 431 000 euros.

Ces acquisitions sont destinées à constituer une réserve foncière servant au projet de ZAC de la Chapelle, projet d'envergure métropolitaine et de développement majeur de la commune de la Bouilladisse.

Article 2 :

La décision d'acquérir les biens ci-dessus désignés est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au notaire Maître Serra Bruno domicilié 100 route de Moulin de Redon BP2 83640 Saint-Zacharie.

Article 3 :

Les propriétaires disposent d'un délai de deux mois, à compter de la présente décision pour faire connaître à la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Soit leur accord d'offre de prix, dans ce cas, un acte authentique sera dressé par un des notaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Soit leur décision de maintenir le prix fixé par la déclaration d'intention d'aliéner, dans ce cas, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut décider de faire fixer le prix du bien par le juge d'expropriation ;

Soit leur renonciation à l'aliénation du bien. Le défaut de réponse de leur part est considéré comme une renonciation.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 janvier 2019

Martine VASSAL

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550188

N° SIREN du maître d'ouvrage
339804858

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500178

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération :
14 rue Hondet
14 rue Hondet
13004 Marseille - 4e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 16 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

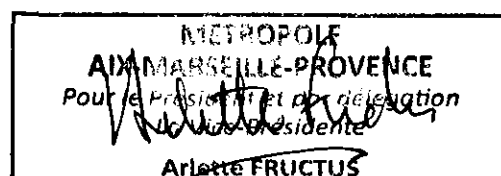
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	16 600,00	10,12%
Subvention EPCI	3 000,00	1,83%
Ville de Marseille	5 000,00	3,05%
Sous-total Subventions	24 600,00	15,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	97 839,00	59,67%
Sous-total Prêts	97 839,00	59,67%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	41 530,00	25,33%
Sous-total Fonds Propres	41 530,00	25,33%
Total du Financement (I + II + III)	163 969,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	163 969,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 115 815,86 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

71,68 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	71,68 m²
Assiette *	:	115 815,86 €
Taux de subvention	:	14,33 %
SUBVENTION	:	16 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	71,68 m²
Assiette : 115 815,86 €	SUBVENTION :	16 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	14,33 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 16 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	144 650,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	16 500,00 €
Prestations intellectuelles et frais	1 144,00 €
Prix de revient H.T.	162 294,00 €
Montant de la TVA	1 675,00 €

Prix de revient TTC	163 969,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 287,51 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECUEIL
04-01-19
18/762/D1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550100

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500203

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : BAGATELLE
620, avenue de Bagatelle
13100 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1842/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018.

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 16 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

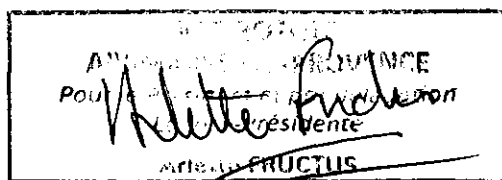
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	240 000,00	9,03%
Autres	142 433,00	5,36%
Sous-total Subventions	382 433,00	14,39%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	973 339,00	35,62%
Prêt CDC foncier	802 441,00	30,19%
Sous-total Prêts	1 775 780,00	66,80%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	500 000,00	18,81%
Sous-total Fonds Propres	500 000,00	18,81%
Total du Financement (I + II + III)	2 658 213,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 658 213,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 800 155,76 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 017,38 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	16	1 017,38 m²
Assiette *	:	1 800 155,76 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16	Surface utile :	1 017,38 m²
Assiette : 1 800 155,76 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	734 330,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 611 545,40 €
Prestations intellectuelles et frais	22 003,00 €
Prix de revient H.T.	2 367 879,00 €

Montant de la TVA	290 334,00 €
Prix de revient TTC	2 658 213,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 612,80 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
01 10 40
01 73 44

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550009

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500189

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13103 Salon-de-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

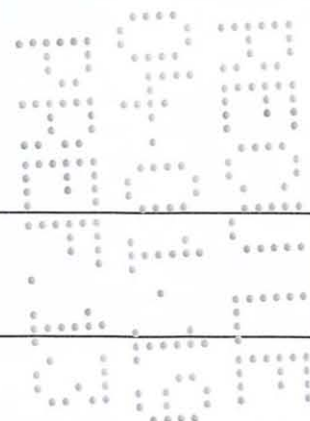
Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : SALON DE PROVENCE - L'APARTE
242, AV DU 22 AOÛT 1944
13300 Salon-de-Provence



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

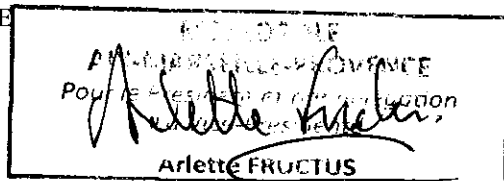
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	8 000,00	1,04%
Sous-total Subventions	8 000,00	1,04%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	306 228,00	39,85%
Prêt CDC logement	402 296,00	52,35%
1%.	0,00	0,00%
Prêts PEEC	52 000,00	6,77%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	760 524,00	98,96%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	768 524,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	19 600,00	2,96%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	19 600,00	2,96%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	114 568,00	17,31%
Prêt CDC logement	150 510,00	22,74%
1%.	35 000,00	5,29%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Prêts Autres	56 000,00	8,46%
Sous-total Prêts	356 078,00	53,81%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	286 051,00	43,23%
Sous-total Fonds Propres	286 051,00	43,23%
Total du Financement (I + II + III)	661 729,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	19 600,00	1,37%
Subvention EPCI	8 000,00	0,56%
Sous-total Subventions	27 600,00	1,93%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	552 806,00	38,65%
Prêt CDC foncier	420 796,00	29,42%

Prêts Autres	56 000,00	3,92%
1%.	35 000,00	2,45%
Prêts PEEC	52 000,00	3,64%
Sous-total Prêts	1 116 602,00	78,07%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	286 051,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	286 051,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 430 253,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 430 253,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 950 685,77 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	445,65 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	445,65 m²
Assiette *	:	691 846,75 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	166,73 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	166,73 m²
Assiette *	:	258 839,02 €
Taux de subvention	:	7,57 %
SUBVENTION	:	19 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	612,38 m²
Assiette : 950 685,77 €	SUBVENTION :	19 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,05 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

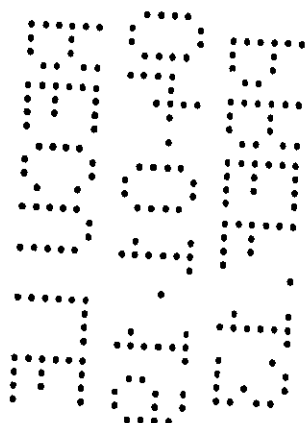
SUBVENTION :	19 600,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	390 696,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	716 275,00 €
Prestations intellectuelles et frais	195 348,00 €
Prix de revient H.T.	1 302 319,00 €
Montant de la TVA	127 934,00 €
Prix de revient TTC	1 430 253,00 €
Décision No : 20181305500189	Page : 5/6

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 7 6 4 / D -

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550146

N° SIREN du maître d'ouvrage

314046004

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE

LOGIS MEDITERRANEE

RESIDENCE HYDE PARK

180 AVENUE CANTINI CS 80006

MARSEILLE CEDEX 08

13295 Marseille CEDEX 8

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500215

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :

LES TERRASSES DE LA VILLETTE 2

Construction de 47 logements collectifs PLS

rues Roger Salengro Eugène Pottier

13003 Marseille - 3e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1.

La présente décision porte agrément pour la construction de 47 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 47 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 47 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Banque Postale

ARTICLE 2.

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3.

La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5.

La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6.

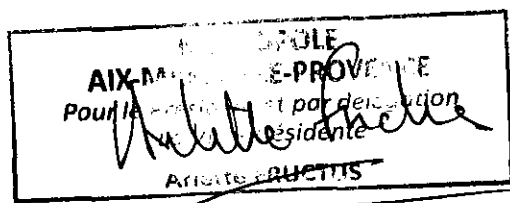
En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Commune	141 000,00	1,33%	
Sous-total Subventions	141 000,00	1,35%	
II - Partie Prêts			
Banque Postale - PLS (PLI ou PSLA)	7 391 910,18	97,16%	1,86%
Sous-total Prêts	7 391 910,18	97,16%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	75 000,00	0,99%	
Sous-total Fonds Propres	75 000,00	0,99%	
Total du Financement (I + II + III)	7 607 910,18	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	7 607 910,18		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	47	3 010,77 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	47	3 010,77 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 47	Surface utile :	3 010,77 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	600 566,20 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 500 094,78 €
Prestations intellectuelles et frais	815 620,99 €
Prix de revient H.T.	6 916 281,97 €
Montant de la TVA	691 628,21 €
Prix de revient TTC	7 607 910,18 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 526,90 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 31
01 10 40
01 10 40

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550151

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500156

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13037 La Fare-les-Oliviers

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : LAFOLI
308 ROUTE DES OLIVIERS
13580 La Fare-les-Oliviers

20181305500156

20181305500156

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 1 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLUS

- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 68 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

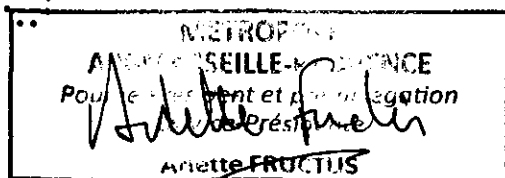
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	15 750,00	1,31%
Sous-total Subventions	15 750,00	1,31%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	362 424,00	30,22%
Prêt CDC logement	381 149,00	31,78%
1%.	78 750,00	6,57%
Prêts Autres	63 000,00	5,25%
Sous-total Prêts	885 323,00	73,82%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	298 221,00	24,87%
Sous-total Fonds Propres	298 221,00	24,87%
Total du Financement (I + II + III)	1 199 294,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	68 600,00	7,36%
Subvention EPCI	12 250,00	1,31%
Sous-total Subventions	80 850,00	8,68%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	247 852,00	26,61%
Prêt CDC logement	260 658,00	27,98%
1%.	61 250,00	6,57%
Prêts Autres	49 000,00	5,26%
Sous-total Prêts	618 760,00	66,42%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	231 950,00	24,90%
Sous-total Fonds Propres	231 950,00	24,90%
Total du Financement (I + II + III)	931 560,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	68 600,00	3,22%
Subvention EPCI	28 000,00	1,31%
Sous-total Subventions	96 600,00	4,53%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	641 807,00	30,12%
Prêt CDC foncier	610 276,00	28,64%
Prêts Autres	112 000,00	5,26%
1%.	140 000,00	6,57%

Sous-total Prêts	1 504 083,00	70,59%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	530 171,00	24,88%
Sous-total Fonds Propres	530 171,00	24,88%
Total du Financement (I + II + III)	2 130 854,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 130 854,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 438 750,70 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	419,34 m²
Logements « Individuel »	1	102,76 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	9	522,10 m²
Assiette *	:	854 429,55 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	357,05 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	357,05 m²
Assiette *	:	584 321,15 €
Taux de subvention	:	11,74 %
SUBVENTION	:	68 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16	Surface utile :	879,15 m²
Assiette : 1 438 750,70 €	SUBVENTION :	68 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,77 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

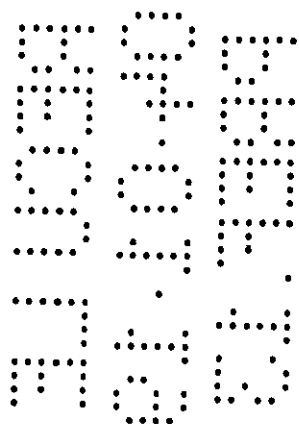
SUBVENTION : 68 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	581 836,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 066 700,00 €
Prestations intellectuelles et frais	290 918,00 €
Prix de revient H.T.	1 939 454,00 €
Montant de la TVA	191 400,00 €
Prix de revient TTC	2 130 854,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 423,77 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 7 6 6 / D

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550164

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500192

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13037 La Fare-les-Oliviers

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : LAFOLI_PLS
308 ROUTE DES OLIVIERS
13580 La Fare-les-Oliviers

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 003-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 2 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018

MÉTROPOLITAIN
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FBUETUS
Arlette FBUETUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	322 949,00	30,00%	2,11%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	269 124,00	25,00%	2,11%
Prêt complémentaire CDC	188 124,00	17,48%	2,11%
Prêts Autres	42 000,00	3,90%	
Sous-total Prêts	822 197,00	76,38%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	254 301,00	23,62%	
Sous-total Fonds Propres	254 301,00	23,62%	
Total du Financement (I + II + III)	1 076 498,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 076 498,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	227,85 m²
Logements « Individuel »	2	205,81 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	6	433,66 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	433,66 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	294 170,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	539 311,00 €
Prestations intellectuelles et frais	147 085,00 €
Prix de revient H.T.	980 566,00 €
Montant de la TVA	95 932,00 €
Prix de revient TTC	1 076 498,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 482,35 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034
01 10 40
01 7344

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550107

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500191

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13086 Roquevaire

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

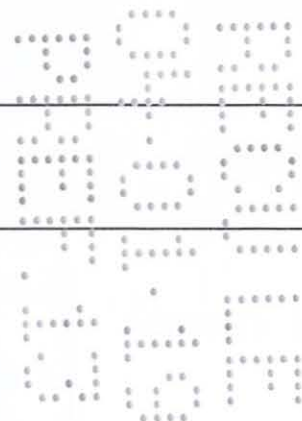
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : ROQUEVAIRE- COTE RIVES
891, AVENUE DES ALLIES
13360 Roquevaire



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 11 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

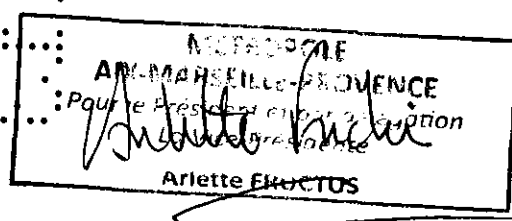
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 20 DEC. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	30 000,00	3,08%
Sous-total Subventions	30 000,00	3,08%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	461 052,00	47,32%
Prêt CDC logement	348 203,00	35,74%
1%.	0,00	0,00%
Prêts PEEC	135 000,00	13,86%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	944 255,00	96,92%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	974 255,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	4,10%
Subvention EPCI	30 000,00	3,14%
Sous-total Subventions	69 200,00	7,24%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	179 579,00	18,80%
Prêt CDC logement	135 624,00	14,20%
1%.	80 000,00	8,37%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Prêts Autres	105 000,00	10,99%
Sous-total Prêts	500 203,00	52,36%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	385 916,00	40,40%
Sous-total Fonds Propres	385 916,00	40,40%
Total du Financement (I + II + III)	955 319,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	2,03%
Subvention EPCI	60 000,00	3,11%
Sous-total Subventions	99 200,00	5,14%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	483 827,00	25,07%
Prêt CDC foncier	640 631,00	33,20%

Prêts Autres	105 000,00	5,44%
1%.	80 000,00	4,15%
Prêts PEEC	135 000,00	7,00%
Sous-total Prêts	1 444 458,00	74,86%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	385 916,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	385 916,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 929 574,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 929 574,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 410 925,41 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	610,53 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	11	610,53 m²
Assiette *	:	1 015 421,23 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	237,80 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	237,80 m²
Assiette *	:	395 504,18 €
Taux de subvention	:	9,91 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	848,33 m²
Assiette : 1 410 925,41 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,78 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

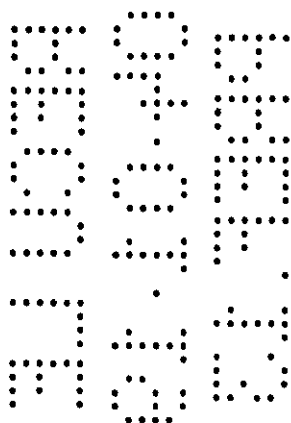
SUBVENTION :	39 200,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	614 913,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	878 454,00 €
Prestations intellectuelles et frais	263 536,00 €
Prix de revient H.T.	1 756 908,00 €
Montant de la TVA	172 666,00 €
Prix de revient TTC	1 929 574,00 €
Décision No : 20181305500191	Page : 5/6

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



RECUEIL
04-01-19
PRÉF. 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550202

N° SIREN du maître d'ouvrage
642016703

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles
CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500222

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13040 Fuveau

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : FUVEAU LA BEGUDE II - 2 PLS
CHEMIN SAINT FRANCOIS
13710 METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 2 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (n° SIREN : 642016703).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

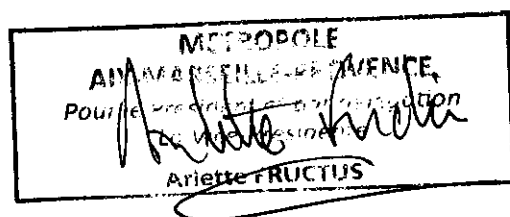
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	11 446,40	2,54%	
Autres	14 000,00	3,11%	
Sous-total Subventions	25 446,40	5,65%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	50 462,07	11,21%	1,86%
Prêt CDC foncier	179 181,28	39,81%	1,86%
Sous-total Prêts	229 643,35	51,02%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	195 000,00	43,32%	
Sous-total Fonds Propres	195 000,00	43,32%	
Total du Financement (I + II + III)	450 089,75	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	450 089,75		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

2

163,52 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

2

163,52 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Surface utile :

163,52 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	169 740,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	170 635,85 €
Prestations intellectuelles et frais	68 796,05 €
Prix de revient H.T.	409 172,50 €
Montant de la TVA	40 917,25 €
Prix de revient TTC	450 089,75 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 752,51 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 39
01 10 40
01 7 39 4

18 / / 6.9 / D.

18 / / 6.9 / D.
18 / / 6.9 / D.
18 / / 6.9 / D.

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550040

N° SIREN du maître d'ouvrage
642016703

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles
CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500221

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13040 Fuveau

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : FUVEAU LA BEGUDE II- 4PLUS-6PLAI
CHEMIN SAINT FRANCOIS
13710 Fuveau

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 10 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS
- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (n° SIREN : 642016703).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

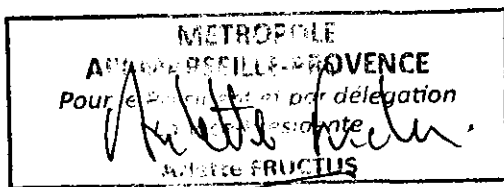
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 20 DEC. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	4,18%
Subvention EPCI	80 903,28	5,75%
Sous-total Subventions	139 703,28	9,94%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	635 883,09	45,23%
Prêt CDC foncier	540 283,28	38,43%
Autres	42 000,00	2,99%
Sous-total Prêts	1 218 166,37	86,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	48 000,00	3,41%
Sous-total Fonds Propres	48 000,00	3,41%
Total du Financement (I + II + III)	1 405 869,65	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	53 935,52	6,00%
Sous-total Subventions	53 935,52	6,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	424 518,20	47,21%
Prêt CDC foncier	360 729,44	40,12%
Autres	28 000,00	3,11%
Sous-total Prêts	813 247,64	90,44%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	32 000,00	3,56%
Sous-total Fonds Propres	32 000,00	3,56%
Total du Financement (I + II + III)	899 183,16	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	2,55%
Subvention EPCI	134 838,80	5,85%
Sous-total Subventions	193 638,80	8,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 060 401,29	46,00%
Prêt CDC foncier	901 012,72	39,09%
Autres	70 000,00	3,04%
Sous-total Prêts	2 031 414,01	88,13%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	80 000,00	3,47%

31 UCB4
01.10.40
01.7344

Sous-total Fonds Propres	80 000,00	3,47%
Total du Financement (I + II + III)	2 305 052,81	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 305 052,81	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 635 507,75 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	4	329,20 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	329,20 m²
Assiette *	:	654 791,86 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	6	493,06 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	493,06 m²
Assiette *	:	980 715,89 €
Taux de subvention	:	6,00 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	822,26 m²
Assiette : 1 635 507,75 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,60 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 58 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	921 255,40 €
Coût du bâtiment ou des travaux	832 004,80 €
Prestations intellectuelles et frais	342 242,35 €
Prix de revient H.T.	2 095 502,55 €
Montant de la TVA	209 550,26 €
Prix de revient TTC	2 305 052,81 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 803,31 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 770 / D



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550005

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500234

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Résidence d'accueil

Type de bénéficiaire

Publics maison relais ou res. d'accueil

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : UDAF - BOURRELY - Résidence Accueil
FAMILLE GOUVERNANTES
118, chemin de Mimet
13015 Marseille - 15e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

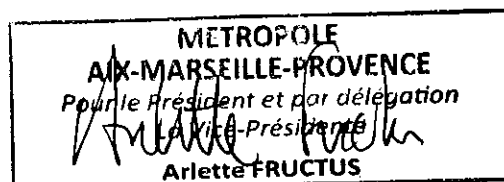
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,
Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,
Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,
Vu l'avis favorable émis par le comité technique régional Pensions de Famille en date du 27 novembre 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 20 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 20 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 196 000,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE :

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	196 000,00	7,50%
Sous-total Subventions	196 000,00	7,50%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	241 834,00	9,25%
Sous-total Prêts	241 834,00	9,25%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	2 176 141,00	83,25%
Sous-total Fonds Propres	2 176 141,00	83,25%
Total du Financement (I + II + III)	2 613 975,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 613 975,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 490 648,89 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	432,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	20	432,00 m²
Assiette *	:	1 490 648,89 €
Taux de subvention	:	13,15 %
SUBVENTION	:	196 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	432,00 m²
Assiette : 1 490 648,89 €	SUBVENTION :	196 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	13,15 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	196 000,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	247 854,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 957 209,00 €
Prestations intellectuelles et frais	289 976,00 €
Prix de revient H.T.	2 495 039,00 €
Montant de la TVA	118 936,00 €
Prix de revient TTC	2 613 975,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	6 050,87 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 771 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550144

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500241

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

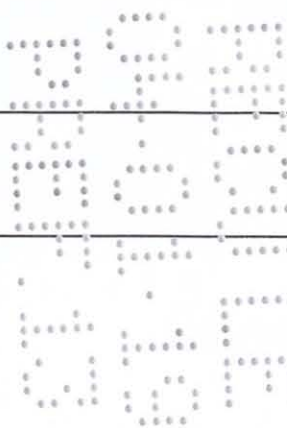
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LA CIOTAT - CH DE ROUMAGOUA GRAND PANORAMA
544, CHEMIN DE ROUMAGOUA
13600 La Ciotat



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 2 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

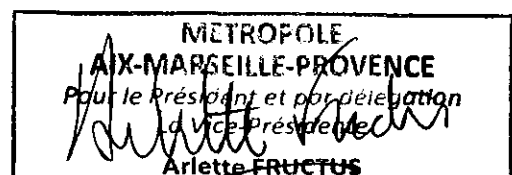
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	367 080,00	45,89%
Prêt CDC logement	256 886,00	32,11%
1%.	0,00	0,00%
Prêts PEEC	99 000,00	12,38%
Prêts Autres	77 000,00	9,63%
Sous-total Prêts	799 966,00	100,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	799 966,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	3,87%
Subvention Département	29 400,00	3,87%
Sous-total Subventions	58 800,00	7,74%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	158 194,00	20,83%
Prêt CDC logement	110 705,00	14,57%
1%.	120 000,00	15,80%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	388 899,00	51,20%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	311 915,00	41,06%
Sous-total Fonds Propres	311 915,00	41,06%
Total du Financement (I + II + III)	759 614,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	29 400,00	1,89%
Subvention Etat	29 400,00	1,89%
Sous-total Subventions	58 800,00	3,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	367 591,00	23,57%
Prêt CDC foncier	525 274,00	33,68%

Prêts Autres	77 000,00	4,94%
1%.	120 000,00	7,69%
Prêts PEEC	99 000,00	6,35%
Sous-total Prêts	1 188 865,00	76,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	311 915,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	311 915,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 559 580,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 559 580,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 013 195,13 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	341,29 m²
Logements « Individuel »	1	85,44 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	426,73 m²
Assiette *	:	708 056,86 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	98,15 m²
Logements « Individuel »	1	85,75 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	183,90 m²
Assiette *	:	305 138,27 €
Taux de subvention	:	9,63 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	610,63 m²
Assiette : 1 013 195,13 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,90 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

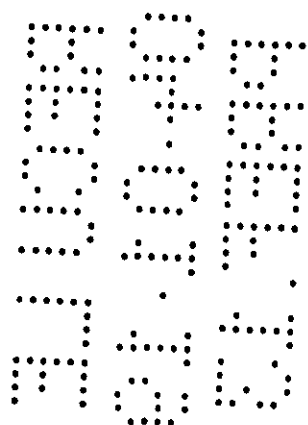
Charge foncière H.T.	496 943,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	709 919,00 €
Prestations intellectuelles et frais	212 976,00 €
Prix de revient H.T.	1 419 838,00 €
Montant de la TVA	139 742,00 €
Prix de revient TTC	1 559 580,00 €
Décision No : 20181305500241	Page : 5/6

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 554,05 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 772 / D3

RECUEIL
 04-01-19
 PREF. 13

DECISION DE FINANCEMENT
 POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2018130550205

N° SIREN du maître d'ouvrage
 573620754

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500243

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

LA CIOTAT - CH DE ROUMAGOUA GRAND PANORAMA PLS

544, CHEMIN DE ROUMAGOUA

13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence, en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

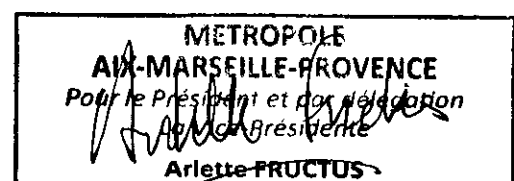
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 1 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 4 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	212 178,00	33,00%	1,85%
Prêt CDC logement	121 245,00	20,00%	1,85%
Autres	47 556,00	7,84%	1,86%
1%	40 000,00	6,60%	1,86%
Prêts PEEC	36 000,00	5,94%	1,86%
Prêts Autres	28 000,00	4,62%	1,86%
Sous-total Prêts	484 979,00	80,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	121 245,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	121 245,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	606 224,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	606 224,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

3

148,45 m²

Logements « Individuel »

1

86,01 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

234,46 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

234,46 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

193 423,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

276 318,00 €

Prestations intellectuelles et frais

82 896,00 €

Prix de revient H.T.

552 637,00 €

Montant de la TVA

53 587,00 €

Décision No : 20181305500243

Page : 3/4

Prix de revient TTC

606 224,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 585,62 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2014
01.10.40
01.7394

RECUEIL
04-01-19
PREF 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550101

N° SIREN du maître d'ouvrage

307502831

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle

CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500214

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

MONTERRIN

Acquisition de 10 PLUS en VEFA et de 19 PLS en ULS

11 Avenue Louis Coirard

13100 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

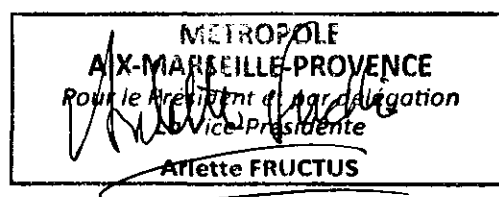
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	94 853,00	5,75%
Subvention Département	150 000,00	9,10%
Sous-total Subventions	244 853,00	14,85%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	670 273,00	40,66%
Prêt CDC foncier	493 327,00	29,93%
Sous-total Prêts	1 163 600,00	70,59%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	240 001,00	14,56%
Sous-total Fonds Propres	240 001,00	14,56%
Total du Financement (I + II + III)	1 648 454,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 648 454,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 175 432,32 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	676,74 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	676,74 m²
Assiette *	:	1 175 432,32 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	676,74 m²
Assiette : 1 175 432,32 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	446 861,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 010 067,00 €
Prestations intellectuelles et frais	17 810,00 €
Prix de revient H.T.	1 474 738,00 €

Montant de la TVA	173 716,00 €
Prix de revient TTC	1 648 454,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 435,87 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 2014
01 10 2014
01 10 2014

RECEU
04-01-19
PRÉF. 13

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550203

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500217
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2018

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
MONTERRIN PLS
11 Avenue Louis Coirard
13100 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

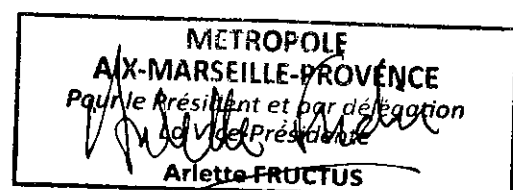
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018.

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 19 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 19 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 19 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).
La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	859 517,00	65,00%	1,86%
Prêt CDC foncier	462 817,00	35,00%	1,86%
Sous-total Prêts	1 322 334,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	1 322 334,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 322 334,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

19

1 245,86 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

19

1 245,86 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19

Surface utile :

1 245,86 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	362 900,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	792 538,00 €
Prestations intellectuelles et frais	16 293,00 €
Prix de revient H.T.	1 171 731,00 €
Montant de la TVA	150 603,00 €
Prix de revient TTC	1 322 334,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 061,38 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0039
01 10 40
01 7374



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/001/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur et Madame Staes dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Belcodène

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1804618-2 déposée devant le Tribunal Administratif du 8 juin 2018 aux fins d'annuler la délibération n°2017-051 du 19 décembre 2017 portant approbation du Plan Local Urbanisme de la commune de Belcodène.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot domiciliée 71, boulevard Saint-Michel – 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Janvier 2019

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/002/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur MARC Jacques dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Belcodène

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1804688 déposée devant le Tribunal Administratif du 7 juin 2018 aux fins d'annuler la délibération n°2017-051 du 19 décembre 2017 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belcodène.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot domiciliée 71, boulevard Saint-Michel – 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/003/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI DB dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Belcodène

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1804668-2 déposée devant le Tribunal Administratif du 13 juin 2018 aux fins d'annuler la délibération n°2017-051 du 19 décembre 2017 portant approbation du PLU de la commune de Belcodène.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot domiciliée 71, boulevard Saint-Michel – 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/004/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet MCL Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Cegelec Sud-Est, Monsieur Daniel Paturaud et la société Cofely Alpes Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête de la Métropole Aix-Marseille-Provence enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 25 octobre 2018 (dossier TA n° 1608472-3)

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'achèvement de la procédure indemnitaire en cours auprès du Tribunal Administratif de Marseille suite au rapport d'expertise déposé par M. Rodriguez, expert judiciaire, sur les désordres liés au dysfonctionnement du système thermique du bâtiment du Conseil de Territoire du Pays Salonais ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1608472-3 et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet MCL Avocats, 27 boulevard Charles Moretti – Immeuble le Vénitien – 13014 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet MCL Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/005/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Groupement SELARL Slindres / SCP d'avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Martine Gallois- Abrogation de la décision n°18/290/D du 5 juin 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1803715-1 présentée par Madame Martine Gallois devant le Tribunal Administratif de Marseille le 14 mai 2018, demandant notamment la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser une somme de 11 000 euros au titre du préjudice moral, qu'elle prétend avoir subi en raison d'une négligence de l'Administration constituant une faute de nature à engager sa responsabilité, et à lui verser l'équivalent de la perte de rémunération qu'elle prétend avoir subi entre le 7 mars 2012 et le 28 avril 2017 ;
- La décision n°18/290/D du 5 juin 2018 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence désignant le cabinet Bismuth pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Martine Gallois.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à Madame Martine Gallois la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

La décision n°18/290/D du 5 juin 2018 est abrogée.

Article 2 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1803715-1 et d'être représentée dans cette affaire par le groupement SELARL Sindres / SCP D'avocats Vedesi, dont le mandataire est la SELARL Sindres, 40 rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

Article 3 :

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/006/D

Décision d'ester en justice- Désignation de Maître Alain Xoual pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Alain Fontanel et aux Consorts Fontanel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le courrier du 4 août 2017, adressé par Monsieur Alain Fontanel à la Métropole Aix-Marseille-Provence, la mettant en demeure d'acquérir une partie de deux parcelles cadastrées 846 A 365 et 366 pour une surface d'emprise de 260 m², réservée au Plan Local d'Urbanisme pour l'élargissement de l'avenue de la Jarre 13009.
- Le courrier du 31 août 2017, adressé par les Consorts Fontanel à la Métropole Aix-Marseille-Provence, la mettant en demeure d'acquérir les parcelles cadastrées 846 A 364 et 368 pour une surface d'emprise de 707 m², réservée au Plan Local d'Urbanisme pour l'élargissement de l'avenue de la Soude et de la Jarre 13009.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la juridiction de l'expropriation des Bouches-du-Rhône et d'être représentée dans cette affaire par Maître Alain Xoual, domicilié 49 rue de la Paix 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Alain Xoual pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/007/D

Décision d'ester en justice- Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant Madame Bahou Salima

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'accident dont a été victime Madame Salima Bahou, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 7 mars 2014, au sein de la Station de Métro Joliette à Marseille ;
- L'assignation délivrée le 26 mai 2017, à la demande de Madame Salima Bahou à la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de permettre à cette dernière, en qualité d'employeur, de pouvoir déclarer sa créance.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis, domicilié 15, Avenue Victor Hugo à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/008/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL UGGC pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant aux occupants illicites de la ZAC des Florides à Marignane

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le constat d'huissier établi le 27 novembre 2018 par la SCP Michel Bernard – Marie-Hélène Malick Duplaa – Emeric Bernard.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL UGGC avocats, domiciliée 3/5 rue Gilbert Dru 13002 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL UGGC avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 15 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Janvier 2019

Décision n° 19/009/D

Désicion d'ester en justice - Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant l'occupation illégale des gens du voyage sur le parking-relais de la ZAC La Martelle à Aubagne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Justice Administrative et notamment l'article R.532-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat établi le 28 novembre 2018 par Maître Jérémie Schinetti – huissier de justice – Centre Agora – 255 Avenue de Jouques – ZI Les Paluds – BP 1302 – 13400 Aubagne Cedex, portant occupation illégale des gens du voyage sur le parking-relais situé ZAC La Martelle, Chemin Bonnes Nouvelles à Aubagne.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille afin d'obtenir l'expulsion des gens du voyage et toutes autres mesures et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier domicilié 15, avenue Victor Hugo - 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Janvier 2019

Décision n° 19/010/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Berenger Blanc Burtz Doucede & Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose devant la Cour Administrative d'Appel à la SCI Mistral dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Aubagne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 18MA02211 déposée devant la Cour Administrative d'Appel du 14 mai 2018 aux fins d'annuler le jugement du Tribunal Administratif du 15 mars 2018, ainsi que la délibération n°1-22111-6 du conseil municipal du 22 décembre 2016 portant approbation du Plan Locale Urbanisme de la commune d'Aubagne.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Berenger Blanc Burtz Doucede & Associés domiciliée 69 rue Sainte 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la Berenger Blanc Burtez Doucede & Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Janvier 2019

Décision n° 19/011/D

Délégation du droit de préemption renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons relatif à des biens et droits immobiliers situés boulevard Antoine Vabre, appartenant à la SCI SCE.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner enregistrée sous le n° IA 013106 18 M0176 reçue le 13 décembre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise de ce bien est nécessaire à la production de logements, articles L 300-1 et L 210-1 du Code de l'Urbanisme dans le cadre du programme local de l'habitat ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition du lot n° 434 d'une superficie de 63.61 m² situé Résidence les Collines – boulevard Antoine Vabre, cadastré sous les numéros AO 51-53-54-55-56-57-58 et 59, d'une superficie de 36 309 m², appartenant à la SCI SCE, relevant du champ de compétence de la commune.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 janvier 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/012/D

Mission Elu : Monsieur Alexandre Gallèse - Assises européennes sur la transition énergétique - 21, 22, 23 janvier 2019 - Dunkerque

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Alexandre Gallèse en qualité de Conseiller délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Alexandre Gallèse est membre du Bureau, délégué à la Stratégie environnement, Plan climat et Prévention des Risques.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2019

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Alexandre Gallèse se rendra à Dunkerque les 21, 22 et 23 janvier 2019 pour participer aux Assises Européennes de la transition énergétique.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/021/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Barbeau-Bournoville pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Max Pennacchiotti et Madame Nadine Busca

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n° 1605014 du 14 mai 2018 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté la requête de Monsieur Max Pennacchiotti et Madame Nadine Busca tendant à l'annulation de la décision du 17 décembre 2015, par laquelle la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a approuvé son Schéma de Cohérence Territoriale ainsi qu'à l'annulation de la décision du 14 avril 2016 par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'étant substituée à la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix, a rejeté leur demande tendant au retrait de la décision du 15 décembre 2018 ;
- La requête n° 18MA03273 présentée le 16 juillet 2018 par Monsieur Max Pennacchiotti et Madame Nadine Busca devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement du Tribunal administratif de Marseille du 14 mai 2018, d'autre part, par l'effet dévolutif de l'appel, à ce qu'il soit fait droit à leurs conclusions de première instance, enfin, à ce qu'une somme de 2 500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Barbeau-Bournoville – 122 rue Paradis – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Barbeau-Bournoville pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 janvier 2019

Martine VASSAL

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :
2018130550048

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500176

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LA CIOTAT_LES VOILES_ULS
ULS
1315 CHEMIN DES POISSONNIERS
ZAC DU GARROUTIER
13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-4843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

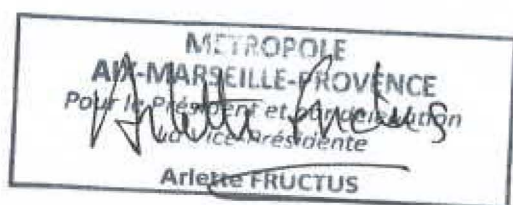
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	195 930,00	55,00%	1,36%
Prêt complémentaire CDC	59 059,00	16,58%	1,36%
1%.	30 000,00	8,42%	
Sous-total Prêts	284 989,00	80,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	71 247,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	71 247,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	356 236,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	356 236,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	373,05 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	7	373,05 m²
--	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7	Surface utile :	373,05 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	4 349,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	304 081,00 €
Prestations intellectuelles et frais	16 528,00 €
Prix de revient H.T.	324 958,00 €
Montant de la TVA	31 278,00 €
Prix de revient TTC	356 236,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	954,93 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
01.10.41
01.10.41

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550196

N° SIREN du maître d'ouvrage

573620754

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500197

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13015 Bouc-Bel-Air

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : BOUC BEL AIR TERRASSES A PLS
CHEMIN DE SAUVECANNE
13320 Bouc-Bel-Air

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/GM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 2 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2019

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
Arlette PROCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	7 536,00	2,67%	
Sous-total Subventions	7 536,00	2,67%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	93 648,00	33,13%	1,86%
Prêt CDC logement	61 803,00	21,87%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	23 587,00	8,35%	1,86%
Prêts PEEC	18 000,00	6,37%	1,86%
Prêts Autres	14 000,00	4,95%	1,86%
Sous-total Prêts	211 038,00	74,67%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	64 064,00	22,67%	
Sous-total Fonds Propres	64 064,00	22,67%	
Total du Financement (I + II + III)	282 638,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	282 638,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

2

107,66 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

2

107,66 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Surface utile :

107,66 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

90 414,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

129 162,00 €

Prestations intellectuelles et frais

38 749,00 €

Prix de revient H.T.

258 325,00 €

Montant de la TVA

24 313,00 €

Décision No : 20181305500197

Page : 3/4

Prix de revient TTC

282 638,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 625,28 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31.10.2014
31.10.2014
31.10.2014

19 / 024 / 0

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550008

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500196

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13015 Bouc-Bel-Air

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : BOUC BEL AIR - TERRASSES A
CHEMIN DE SAUVECANNE
13320 Bouc-Bel-Air

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 3 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLUS
- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

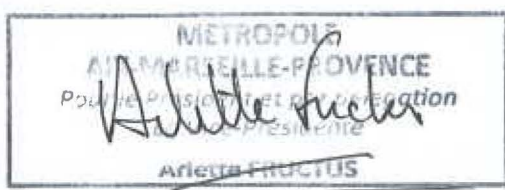
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt
... (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 10 JAN. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	7 536,00	7,48%
Sous-total Subventions	7 536,00	7,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	43 148,00	42,84%
Prêt CDC logement	23 042,00	22,88%
1%.	0,00	0,00%
Prêts PEEC	27 000,00	26,81%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	93 190,00	92,52%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	100 726,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	19 600,00	6,21%
Subvention EPCI	19 379,00	6,14%
Sous-total Subventions	38 979,00	12,35%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	86 296,00	27,34%
Prêt CDC logement	46 083,00	14,60%
1%.	40 000,00	12,67%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Prêts Autres	21 000,00	6,65%
Sous-total Prêts	193 379,00	61,27%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	83 270,00	26,38%
Sous-total Fonds Propres	83 270,00	26,38%
Total du Financement (I + II + III)	315 628,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	19 600,00	4,71%
Subvention EPCI	26 915,00	6,46%
Sous-total Subventions	46 515,00	11,17%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	69 125,00	16,60%
Prêt CDC foncier	129 444,00	31,09%

Prêts Autres	21 000,00	5,04%
I%.	40 000,00	9,61%
Prêts PEEC	27 000,00	6,48%
Sous-total Prêts	286 569,00	68,83%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	83 270,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	83 270,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	416 354,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	416 354,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 310 237,13 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	1	53,83 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	1	53,83 m²
Assiette *	:	103 412,38 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	2	107,66 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	107,66 m²
Assiette *	:	206 824,75 €
Taux de subvention	:	9,48 %
SUBVENTION	:	19 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	161,49 m²
Assiette : 310 237,13 €	SUBVENTION :	19 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	6,32 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 19 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	132 959,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	189 942,00 €
Prestations intellectuelles et frais	56 983,00 €
Prix de revient H.T.	379 884,00 €
Montant de la TVA	36 470,00 €
Prix de revient TTC	416 354,00 €
Décision No : 20181305500196	Page : 5/6

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 025 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :

2018130550204

N° SIREN du maître d'ouvrage

573620754

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500246

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13019 Cabriès

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : HIPPODROME CABRIES PLS
CHEMIN ST VICTOR
13480 Cabriès

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 13 mai 2018.

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

8 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Département	30 000,00	2,26%	
Subvention EPCI	36 911,00	2,78%	
Sous-total Subventions	66 911,00	5,04%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	441 374,00	33,24%	1,86%
Prêt CDC logement	289 015,00	21,76%	1,86%
Autres	137 084,00	10,32%	1,86%
Prêts PEEC	72 000,00	5,42%	1,86%
Prêts Autres	56 000,00	4,22%	1,86%
Sous-total Prêts	995 473,00	74,96%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	265 594,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	265 594,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 327 978,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 327 978,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

8

Surface utile

527,28 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

8

527,28 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8

Surface utile :

527,28 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

423 348,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

604 783,00 €

Prestations intellectuelles et frais

181 435,00 €

Prix de revient H.T.

1 209 566,00 €

Décision No : 20181305500246

Page : 3/4

Montant de la TVA	118 412,00 €
Prix de revient TTC	1 327 978,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 518,54 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 31
01 10 41
01 10 41

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550133

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500244

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13019 Cabriès

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : CABRIES-CASA - HIPPODROME
CHEMIN ST VICTOR
13480 Cabriès

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 32 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 32 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 22 logements PLUS

- 10 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 98 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 10 JAN. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	90 000,00	2,37%
Subvention EPCI	197 828,00	5,22%
Autres	140 000,00	3,69%
Sous-total Subventions	427 828,00	11,28%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 088 629,00	28,70%
Prêt CDC logement	953 711,00	25,14%
Prêts PEEC	288 000,00	7,59%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	2 330 340,00	61,43%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 035 080,00	27,29%
Sous-total Fonds Propres	1 035 080,00	27,29%
Total du Financement (I + II + III)	3 793 248,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	98 000,00	7,09%
Subvention Département	30 000,00	2,17%
Subvention EPCI	114 086,00	8,25%
Autres	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	242 086,00	17,52%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	488 291,00	35,33%
Prêt CDC logement	427 775,00	30,95%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Prêts Autres	224 000,00	16,21%
Sous-total Prêts	1 140 066,00	82,48%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 382 152,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Autres	140 000,00	2,71%
Subvention Département	120 000,00	2,32%
Subvention Etat	98 000,00	1,89%
Subvention EPCI	311 914,00	6,03%

Sous-total Subventions	669 914,00	12,94%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 381 486,00	26,69%
Prêt CDC foncier	1 576 920,00	30,47%
Prêts Autres	224 000,00	4,33%
Prêts PEEC	288 000,00	5,56%
Sous-total Prêts	3 470 406,00	67,06%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 035 080,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	1 035 080,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	5 175 400,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 175 400,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 286 992,47 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	22	1 413,01 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	22	1 413,01 m²
Assiette *	:	2 269 188,94 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	633,78 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	10	633,78 m²
Assiette *	:	1 017 803,53 €
Taux de subvention	:	9,53 %
SUBVENTION	:	98 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 32	Surface utile :	2 046,79 m²
Assiette : 3 286 992,47 €	SUBVENTION :	98 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,98 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	98 000,00 €
--------------	-------------

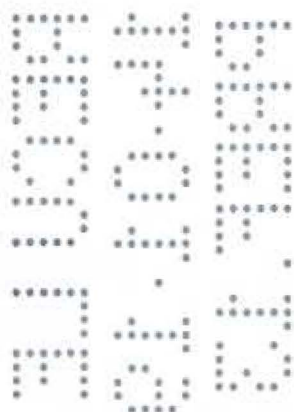
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 648 482,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 354 974,00 €
Prestations intellectuelles et frais	706 492,00 €
Décision No : 20181305500244	Page : 5/6

Prix de revient H.T.	4 709 948,00 €
Montant de la TVA	465 452,00 €
Prix de revient TTC	5 175 400,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 528,54 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



Décision n° 19/032/D

Clôture de la régie d'avance ludothèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/023/D du 14 février 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instituant une régie d'avance ludothèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le transfert de compétence en mairie d'Istres nécessite la clôture de la régie d'avance ludothèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la clôture de la régie d'avance ludothèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et par conséquent l'abrogation de la décision n° 17/023/D du 14 février 2017.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/033/D

Clôture de la régie de recettes ludothèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/069/D du 28 mars 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instituant une régie de recettes ludothèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le transfert de compétence en mairie d'Istres nécessite la clôture de la régie de recettes ludothèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la clôture de la régie de recettes ludothèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et par conséquent l'abrogation de la décision n° 17/069/D du 28 mars 2017.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/034/D

Clôture de la régie de recettes auprès du collège Alain Savary pour les rétributions de service de la demi-pension et des repas occasionnels du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/064/D du 28 mars 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instituant une régie de recettes auprès du collège Alain Savary pour les rétributions de service de la demi-pension et des repas occasionnels du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le transfert de compétence en mairie d'Istres nécessite la clôture de la régie de recettes auprès du collège Alain Savary pour les rétributions de service de la demi-pension et des repas occasionnels du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la clôture de la régie de recettes auprès du collège Alain Savary pour les rétributions de service de la demi-pension et de repas occasionnels du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et par conséquent l'abrogation de la décision n° 17/064/D du 28 mars 2017.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/035/D

Cloture de la régie de recettes pour les rétributions du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/053/D du 28 mars 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instituant une régie de recettes pour les rétributions du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le transfert de compétence en mairie d'Istres nécessite la clôture de la régie de recettes pour les rétributions du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la clôture de la régie de recettes pour les rétributions du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et par conséquent l'abrogation de la décision n° 17/053/D du 28 mars 2017.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

**Clôture de la régie d'avance Voyages et Sorties du collège Alain Savary du
Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/009/D du 31 janvier 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instituant une régie d'avance Voyages et Sorties du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le transfert de compétence en mairie d'Istres nécessite la clôture de la régie d'avance Voyages et Sorties du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la clôture de la régie d'avance Voyages et Sorties du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et par conséquent l'abrogation de la décision n° 17/009/D du 31 janvier 2017.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/037/D

Cloture de la régie d'avance pour le fonctionnement du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/022/D du 14 février 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instituant une régie d'avance pour le fonctionnement du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 octobre 2018 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2019

CONSIDÉRANT

- Que le transfert de compétence en mairie d'Istres nécessite la clôture de la régie d'avance pour le fonctionnement du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la clôture de la régie d'avance pour le fonctionnement du collège Alain Savary et par conséquent l'abrogation de la décision n° 17/022/D du 14 février 2017.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/038/D

Bail civil pour la Maison de l'Habitat - 19 rue de la république - 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Pour la création de la Maison de l'Habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite prendre à bail des locaux situés 19, rue de la République 13002 Marseille (cadastré 809 B0014), à usage d'accueil du public afin d'exposer et de présenter les différentes aides à l'accession/rénovation et plus largement toutes activités ou dispositifs attachés à l'habitat. Il y a donc lieu de signer un bail civil dans les conditions suivantes :

Désignation : Au sein de l'immeuble situé 19, rue de la République, le bailleur donne à bail au preneur, les locaux suivants :

- Rez-de-chaussée : locaux à usage de commerce d'une surface d'environ 154,4 m² ;
- Sous-sol : locaux à usage de réserve d'une surface d'environ 140 m² ;
- Entresol : locaux à usage de commerce d'une surface d'environ 298,7 m².

Durée : 9 ans à compter du 15 janvier 2019 pour se terminer le 14 janvier 2028, résiliable par période triennale.

Prix :

- Loyer : 158 585 euros par an, hors taxes et hors charges, payable trimestriellement et d'avance, au plus tard les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année ;
- Charges : le preneur supportera directement la totalité des charges afférentes aux locaux loués. Aussi, le preneur remboursera au bailleur les charges et dépenses de toute nature incombant au bailleur et afférentes aux surfaces louées.

Dépôt de garantie : Le dépôt de garantie correspond à 3 mois de loyer HT soit 39 646 euros.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un bail civil avec la SCI Marseille City, à compter du 15 janvier 2019 pour les locaux situés 19, rue de la République, 13002 Marseille. Ainsi que les annexes et toutes les pièces s'y rattachant.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un bail civil, les annexes et toutes les pièces s'y rattachant, avec la SCI Marseille City, représentée par Primonial Real Estate Investment Management, elle-même représentée par Nicolas Léonnard en sa qualité de Directeur de l'Asset Management, à compter du 15 janvier 2019 pour une durée de 9 ans pour les locaux sus mentionnés.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A 130 – Nature 6132, 614, 63512 – Chapitre 011 - Fonction 020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Janvier 2019

Décision n° 19/044/D

Décision d'estimer en justice - Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour défendre les intérêts de la Métropole dans l'affaire qui l'oppose Monsieur Jean-Philippe Lagrue

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête déposée le 7 juillet 2014 par Monsieur Jean-Philippe Lagrue devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 7 janvier 2014 par laquelle le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a refusé de lui accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle, ensemble la décision implicite de rejet de son recours gracieux, et d'autre part, à la condamnation du SAN Ouest-Provence à lui verser une somme de 30 000 euros en réparation du préjudice résultant du harcèlement moral dont il estime avoir été victime ;
- Le jugement n°1404742 du 5 octobre 2016 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille rejetant la requête de Monsieur Jean-Philippe Lagrue ;

- La requête d'appel n°16MA04525 présentée par Monsieur Jean-Philippe Lagrue le 1^{er} décembre 2016 devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille demandant l'annulation du jugement rendu par le Tribunal Administratif de Marseille le 5 octobre 2016 ;
- L'arrêt n°16MA04525 rendu par la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 4 décembre 2018, prononçant l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Marseille du 5 octobre 2016 en tant que celui-ci a rejeté les conclusions indemnitaires de Monsieur Lagrue, et condamnant la Métropole Aix-Marseille-Provence à verser à Monsieur Lagrue une somme de 7 500 euros avec intérêts au taux légal à compter du 7 janvier 2014.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de former un pourvoi en cassation à l'encontre de l'arrêt n°16MA04525 rendu par la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 4 décembre 2018.

DECIDE

Article 1 :

De former un pourvoi en cassation à l'encontre de l'arrêt n°16MA04525 rendu par la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 4 décembre 2018 et d'être représentée dans cette affaire devant le Conseil d'Etat par la SCP Baraduc Duhamel Rameix, 204 rue Vaugirard, 75015 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 janvier 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Janvier 2019